

● PARTENARIAT DANS LE SECTEUR AGRICOLE

**La filière
intéresse des
investisseurs
hollandais** (P4)

LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

EN CETTE PÉRIODE DE FROID, PLUIE ET NEIGE :

Des prix inabordables en dehors d'Alger



En cette période de froid, de pluie et de neige, pour ne pas dire de très mauvais temps, Alger, n'a paradoxalement pas connu d'augmentations dans les prix des fruits et légumes contrairement à d'autres wilayas. La différence des moyens des uns et des autres est bien remarquable. A Alger, l'approvisionnement ne pose pas de problème et c'est ce qui explique la " stagnation " relative des prix des fruits et légumes.

(Lire en Page 3)

● SAUVEGARDE DE LA
PRODUCTION NATIONALE

**Tenue de la
1^{ère} réunion de
la Commission
consultative
intersectorielle**

(P3)

● FACE À LA CRISE ÉCONOMIQUE

Nécessité d'établir une nouvelle stratégie

(P4)

● EDUCATION

**Le ministre du Travail
appelle le
CNAPESTE à mettre
fin à sa grève**

(P5)

● CRASH DE L'AN-148
EN RUSSIE :

**Pas d'explosion
en vol, selon le
Comité d'enquête**

(P24)

À LA UNE

Fermeture de l'aéroport de Londres-City



L'aéroport de Londres-City, le plus proche du centre de la capitale britannique, restait fermé lundi après avoir annoncé la veille sa fermeture temporaire à la suite de la découverte d'une bombe datant de la Seconde Guerre mondiale.

"L'aéroport reste fermé ce matin après la découverte d'une bombe de la Deuxième Guerre mondiale", a déclaré son dirigeant, Robert Sinclair, dans un communiqué publié lundi matin.

"Tous les vols vers et de Londres-City sont annulés lundi et une zone d'exclusion est en place", a-t-il précisé. Il a invité les voyageurs à contacter leur compagnie aérienne et à éviter de se rendre sur place. Dimanche, l'aéroport avait annoncé sa fermeture temporaire et l'instauration par la police d'une "zone d'exclusion de 214 mètres (...) par précaution".

La bombe a été découverte lors de travaux près d'un dock situé à proximité de l'unique piste d'atterrissage.

"L'aéroport coopère entièrement avec la police et la Royal Navy et travaille sans relâche pour que l'engin soit retiré en toute sécurité et que la situation soit résolue aussi vite que possible", a déclaré M. Sinclair. Situé dans l'est de Londres, non loin du quartier des affaires de Canary Wharf, l'aéroport Londres-City assure des vols court-courriers.

La police a précisé de son côté que la bombe avait été découverte dimanche vers 05H00 GMT, et que la zone d'exclusion a été mise en place à 22H00 GMT "pour pouvoir opérer sur l'engin en toute sécurité".

UNE FOIS MARIÉS

Le prince Harry et Meghan parcourront Windsor en calèche



L'e prince Harry et Meghan Markle parcourront Windsor en calèche le jour de leurs noces qui seront célébrées à 12H00 le 19 mai, a annoncé le Palais de Kensington dimanche.

Le palais a dévoilé quelques détails sur le mariage du prince Harry, 33 ans, avec l'actrice américaine de 36 ans, qui sera sans doute le plus suivi de l'année au Royaume-Uni.

La cérémonie débutera à 12H00 à la chapelle Saint-George, au château de Windsor, et sera conduite par le révérend David Conner, doyen de Windsor. L'archevêque de Canterbury, Justin Welby, officiera au moment de l'échange des consentements.

Une fois mariés, à 13H00, le prince Harry et Meghan quitteront la chapelle Saint-George pour un tour dans la ville à bord d'une calèche. "Ils espèrent que ce court trajet donnera l'occasion aux gens de se rassembler à Windsor et de profiter de l'ambiance de ce jour particulier", indique le communiqué du palais.

Une réception se tiendra ensuite à St George's Hall, majestueuse salle de banquets du château, pour le couple et les invités à la cérémonie. Le soir, le Prince de Galles, Charles, père de Harry, donnera une réception privée pour le couple, sa famille et ses amis proches.

DUBAÏ

Ouverture du plus haut hôtel du monde

L'émirat de Dubaï, en quête permanente de records, a annoncé dimanche l'ouverture du plus haut hôtel du monde, qui culmine à 356 mètres, selon un tweet du bureau d'information du gouvernement. Le Gevora Hotel, situé sur la grande avenue Cheikh Zayed, bat d'un petit mètre le record de l'hôtel voisin, haut de 355 mètres. Ce dernier établissement, de la chaîne Marriott, avait déjà battu le record d'un autre hôtel situé dans le même quartier, le Rose Rayhaan de la chaîne Rotana (333 mètres).

Le Gevora Hotel occupe une tour de 75 étages de couleur or. Selon le quotidien The National, il dispose de quatre restaurants, d'une piscine, d'un spa de luxe et d'un gymnase. Ses premiers clients sont attendus dès lundi.

Dubaï se targue déjà d'avoir la plus haute tour du monde, le Burj Khalifa, qui culmine à 828 mètres. L'émirat s'est aussi lancé dans la construction d'une structure encore plus haute, dont les mesures sont jusqu'ici gardées secrètes.

La cité-Etat, l'une des principales destinations touristiques du Golfe, a connu un nombre record de touristes en 2017 avec 15,8 millions de visiteurs, soit 6,2% de plus que l'année précédente.



ETATS-UNIS

Tillerson entame une tournée au Moyen-Orient

L'e secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson entame mardi une tournée au Moyen-Orient par des rencontres au Caire avec son homologue égyptien Sameh Choukri et le président Abdel Fattah al-Sissi, a-t-on appris de sources diplomatiques.

Arrivé lundi soir dans la capitale égyptienne, M. Tillerson a dîné avec M. Choukri. Mardi matin, le chef de la diplomatie américaine doit rencontrer des membres du personnel de l'ambassade américaine au Caire, puis de nouveau M. Choukri, avant un entretien en début d'après-midi avec M. Sissi.

Selon un responsable du département d'Etat, les discussions au Caire porteront sur des "sujets régionaux d'intérêt commun comme la Syrie et la Libye". La lutte antiterroriste et le dossier israélo-palestinien seront également abordés.

Selon la même source, "les questions de droits de l'Homme et de société civile sont un sujet de conversation permanente avec les Egyptiens". Le sujet devrait donc être abordé au cours des entretiens, selon ce responsable.

La visite de M. Tillerson intervient quelques semaines avant l'élection présidentielle en Egypte le 26 mars au cours de laquelle le président Sissi sera candidat à sa propre succession.

Washington soutient "un processus électoral authentique et crédible", a précisé le responsable américain tout en soulevant des "inquiétudes" au sujet d'informations de presse faisant état d'enquêtes visant des figures de l'opposition en Egypte.

TRANSPORT FERROVIAIRE

Eurostar de Londres à Rotterdam et Amsterdam le 4 avril

L'a compagnie ferroviaire Eurostar a annoncé vendredi qu'elle lancerait le 4 avril une liaison à grande vitesse directe de Londres vers Rotterdam et Amsterdam, mais les passagers dans l'autre sens devront provisoirement changer de train à Bruxelles. "Le lancement de la liaison Londres-Amsterdam marque une étape historique dans l'expansion du transport ferroviaire à grande vitesse internationale. Pour la première fois, les passagers pourront se rendre aux Pays-Bas directement depuis le cœur de Londres en seulement trois heures à une vitesse de 300 km/h", s'est félicité Eurostar dans un communiqué.

Concrètement, deux allers-retours par jour mettront Rotterdam à 3 heures 01 et Amsterdam à 3 heures 41 de Londres, a précisé Eurostar. Les trains venus d'Angleterre ne vont actuellement pas plus loin que Bruxelles.

Les billets seront en vente à partir du 20 février.

En revanche, les passagers voyageant dans l'autre sens depuis Amsterdam et Rotterdam devront changer de train à Bruxelles-Midi où seront effectués les contrôles d'identité et de sécurité, ce qui allongera le trajet d'une heure jusqu'à Londres.

"Cet arrêt est une mesure temporaire permettant aux gouvernements du Royaume-Uni et des Pays-Bas de conclure un accord concernant le contrôle des passeports au départ des Pays-Bas", ce qui devrait être fait d'ici à la fin 2019, selon Eurostar.

TONGA

Etat d'urgence à l'approche d'un cyclone

L'archipel des Tonga a décrété lundi l'état d'urgence et imposé le couvre-feu dans sa capitale avant l'arrivée du puissant cyclone Gita, prévu en catégorie 5 --le niveau maximum--, qui a déjà semé le chaos dans les îles voisines des Samoa.

Le Premier ministre par intérim Semisi Sika a déclaré un état d'alerte national, se disant "persuadé qu'une situation d'urgence est sur le point d'affecter le royaume".

Le violent cyclone tropical Gita s'intensifie à mesure qu'il approche des îles Tonga. Selon les services météorologiques fidjiens, il devrait être un ouragan de catégorie cinq avant d'atteindre les îles Tonga lundi soir.

Des rafales de vent atteignant les 275 km/h ont été enregistrées alors qu'il se renforce à l'est de l'île de Tongatapu, l'île la plus peuplée des Tonga.

Le centre météorologique de Fua'amotu de Tonga a averti la population que "des vents destructeurs de la force d'un ouragan" sont à craindre. Lors de son passage sur les îles voisines Samoa vendredi soir, Gita a provoqué d'importantes inondations, entraînant l'évacuation de 200 personnes et de nombreuses coupures d'électricité.

Le ministère de l'Information des Tonga a indiqué que des centres destinés à accueillir les populations évacuées seront ouverts à travers le royaume.

PAKISTAN

Décès de l'"icône pakistanaise des droits humains"

L'a célèbre avocate et militante pakistanaise Asma Jahangir est décédée, a annoncé dimanche sa famille, après une vie dédiée à la défense des droits humains et de la démocratie. Celle qui fut aussi Rapporteuse spécial des Nations unies pour le Conseil des droits de l'homme a succombé à un arrêt cardiaque à l'âge de 66 ans, a indiqué sa sœur Hina Jilani à l'AFP.

"Malheureusement, nous l'avons perdue", a déclaré Mme Jilani, elle-même militante pour les droits humains dans son pays. Le Premier ministre pakistanais Shahid Khaqan Abbasi a fait part de son "chagrin" et a salué les "immenses contributions" de Mme Jahangir pour la défense de la justice.

Les partisans de Mme Jahangir lui ont également rendu hommage sur les réseaux sociaux, exprimant leur stupeur face à cette nouvelle inattendue.

"J'ai le cœur brisé que nous ayons perdu Asma Jahangir", a tweeté sa compatriote et prix Nobel de la paix Malala Yousafzai, expliquant l'avoir rencontrée une semaine plus tôt à Oxford. "Le meilleur hommage à lui rendre est de poursuivre son combat pour les droits humains et la démocratie". Pour le père de Malala, Ziauddin Yousafzai, Mme Jahangir était une "icône des droits humains, une grande championne de la démocratie". "Je n'étais pas toujours d'accord avec elle et beaucoup d'autres gens non plus. Mais c'était une géante. Et l'une des (personnes) les plus brillantes et courageuses qu'ait jamais produit ce pays", a écrit de son côté le journaliste Wahaj Khan sur Twitter.

Mme Jahangir avait reçu en 2014 les insignes d'officier de la Légion d'Honneur, plus haute distinction française, pour "son courageux engagement pour la défense des droits humains, pour son appui continu en faveur de l'abolition de la peine de mort et pour sa contribution exceptionnelle au développement d'une culture universelle des droits de l'Homme".

EN CETTE PÉRIODE DE FROID, PLUIE ET NEIGE :

Des prix inabordables en dehors d'Alger

En cette période de froid, de pluie et de neige, pour ne pas dire de très mauvais temps, Alger, n'a paradoxalement pas connu d'augmentations dans les prix des fruits et légumes contrairement à d'autres wilayas.

La différence des moyens des uns et des autres est bien remarquable. A Alger, l'approvisionnement ne pose pas de problème et c'est ce qui explique la " stagnation " relative des prix des fruits et légumes. Ainsi, la courgette est affichée à 80 DA, la carotte, le navet, la laitue, le concombre sont affichés à 35 DA, l'oignon varie entre 35 DA et 50 DA, selon les lieux et surtout la qualité proposée. La tomate est cédée entre 50 DA et 80 DA. La pomme de terre est cédée entre 45 DA et 65 DA pour la meilleure, question qua-

lité. L'aubergine est fixée à 70 DA, les radis, et l'artichaut varient entre 80 et 100 voire 120 DA. Toujours à Alger, par contre et au vu des conditions climatiques dans les autres wilayas, les prix sont montés en flèche. La raison est très simple, les transporteurs dictent la " loi " aux intermédiaires, car du côté des grossistes, c'est plus ou moins abordable comparativement aux chiffres annoncés sur les étals. Et comme le malheureux citoyen ne pouvant s'approvisionner comme d'habitude en se déplaçant loin de sa bourgade, il est évident qu'il doit céder à cette forme de " spéculations " et de " surenchère " compte tenu de ses difficultés de déplacement justement. Ainsi, la carotte est cédée, dans ces autres wilayas frappées par la neige et les routes coupées, à 120 DA. L'oignon se voit vendu de 60 à 70 DA alors que la pomme de terre affiche au minimum, bien au minimum à 70 DA et pour une famille nombreuse, faites le calcul pour avoir une idée des dépenses que les malheureux citoyens doivent dépenser, la mort dans l'âme. L'artichaut est

cedé entre 100 et 120 DA, l'aubergine presque le même prix alors que la tomate arrive même à frôler le 130 DA le kilo ! C'est le cas du piment et du pignon également qui sont cédés entre 100 et 120DA. Donc pour les wilayas côtières, par exemple et aux environs, les prix sont relativement abordables puisqu'il n'y a pas trop de problèmes d'approvisionnement pour les commerçants. Mais, à Médéa, Blida, Bouira ou Bordj Bou-Arréridj, à titre d'exemples et plus précisément dans des contrées " isolées " par la neige, il faut vraiment avoir le courage d'oser défier la neige et le froid pour tenter d'aller en ville pour acheter des fruits et légumes au moindre coup par rapport à ceux proposés sur place. Du côté des fruits par exemple, c'est le même constat : à Alger, les prix sont stables d'une manière générale, mais dans les wilaya touchées par la neige les commerçants s'en donnent à cœur joie n'ayant, pour ainsi dire, " aucune pitié " pour leurs compatriotes aux salaires bien maigres et qui n'arrivent à join-



dre les deux bouts, en fin de mois, que par des sacrifices et la débrouillardise. L'orange et la mandarine sont affichées dans la wilaya d'Alger entre 55 DA, selon la taille et la qualité jusqu'à 200 à 250 DA le kilo. Par contre, il faut bien ajouter le quart à ces prix pour évaluer avec celui des wilayas dont les voies de communication sont coupées par la neige et la pluie. Quant à la pomme et la poire, elles sont cédées à Alger entre 80 et 150 DA, selon la taille et la qualité, alors qu'en dehors de la capitale, elles ont atteint les chif-

fres variant de 220 au double ! En dehors de la situation climatique, certains justifient cette flambée des prix hors d'Alger par la réduction de la quantité importée. Reste que pour le moment, les perturbations dans l'approvisionnement dans les wilayas touchées par le mauvais temps sont la raison de cette augmentation sensible des prix pour ne pas dire flambée réelle des prix, faute de disponibilité des moyens de transport de la marchandise...
Saïd B.

SAUVEGARDE DE LA PRODUCTION NATIONALE

Tenue de la 1^{ère} réunion de la Commission consultative intersectorielle

La première réunion de la Commission consultative intersectorielle chargée du suivi du dispositif de sauvegarde de la production nationale s'est tenue dimanche au siège de l'Agence Nationale de Promotion du Commerce Extérieur (ALGEX), en présence de trente (30) opérateurs activant dans le domaine de la production, l'importation et l'utilisation des matières plastiques et ouvrages en ces matières, a indiqué un communiqué du ministère du Commerce.

Cette réunion a été consacrée à l'examen de la situation de la filière plastique et les perspectives de son développement dans le cadre du nouveau dispositif d'encadrement du commerce extérieur, a ajouté la même source. Les opérateurs économiques ont ainsi saisi cette occasion pour exprimer leur satisfaction quant à l'initiative de concertation des pouvoirs publics avec les opérateurs économiques d'une part, ainsi que les décisions prises en faveur de la promotion et la protection de la production nationale d'autre part, a souligné le ministère du Commerce.

La Commission consultative intersectorielle chargée du suivi du dispositif de sauvegarde de l'outil national de production a été installée le 21 janvier dernier auprès du ministère du Commerce. Cette commission, qui entre dans le cadre du dispositif de l'encadrement des importations et de la protection de la production nationale, s'ajoute aux mesures d'élargissement de la liste des marchandises soumises à la Taxe intérieure de consommation (TIC de 30%) pour 10 familles de produits finis, et de relèvement des droits de douanes (60%) pour 32 familles de produits finis ainsi que la suspension provisoire à l'impor-

tation de 851 produits. Dans ce sens, un arrêté interministériel a été élaboré conjointement, en janvier dernier, par les ministères respectivement des Finances, du Commerce, de l'Industrie et des Mines et de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.

Ce texte réglementaire porte sur l'institution d'un dispositif de gestion et de suivi des mesures de sauvegarde à travers la création d'une commission consultative intersectorielle chargée du suivi de ces mesures, et sur la mise en place d'un dispositif relatif à la réception et au traitement des demandes de sauvegarde.

Les mesures de sauvegarde peuvent prendre la forme de droits de douane additionnels ou restrictions quantitatives provisoires devant permettre la réhabilitation et la protection de l'industrie locale contre les flux d'importations massives ou néfastes. La commission consultative est chargée d'examiner les demandes de sauvegarde et leurs opportunités et de donner son avis concernant ces demandes de sauvegarde faites par les opérateurs économiques après examen des résultats de l'enquête prévue par la réglementation en vigueur. Il s'agit aussi pour cette commission de proposer les mesures de sauvegarde appropriées, de donner son avis sur toute question liée aux sauvegardes comme elle peut solliciter toute information ou donnée jugée nécessaire dans le cadre de l'accomplissement de ses missions auprès des institutions et autres entités publiques et/ou privées.

Se réunissant en session ordinaire une (1) fois par mois et en session extraordinaire en cas de besoin, cette commission est présidée par le Directeur général du commerce extérieur et composée de sept (07) membres

représentants des ministres respectivement des Finances (Direction générale des Douanes et Direction générale des impôts), du Commerce, de l'Industrie et des Mines, de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche et d'un représentant de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci).

La commission peut faire appel à toute personne ou expert en raison de ses compétences pour l'assister dans ses travaux.

Quant aux demandes d'application des mesures de sauvegarde, elles sont formulées par les opérateurs économiques et devront être déposées au niveau du ministère du Commerce.

Préalablement à l'examen des demandes par la Commission consultative intersectorielle, le secrétariat de cette dernière est tenu de la vérification de l'identification du requérant (branche de production nationale), du volume de production du requérant par rapport à la production nationale sur les trois dernières années, de la capacité de production théorique et réelle, du taux de couverture du marché, du nombre d'employés, de l'investissement actuel et en projet, de l'accroissement des importations et de la nature du dommage.

Pour rappel, le ministre du Commerce, Mohamed Benmeradi a indiqué récemment que la suspension de 851 produits à l'importation sera levée dans deux ou trois ans pour être remplacée par un dispositif d'encadrement du commerce extérieur basé essentiellement sur les tarifs douaniers.

Il a également avancé que les marchandises concernées par la suspension à l'importation feraient l'objet d'un suivi permanent durant la période de la suspension.

Meryem L.

LA CONJONCTURE

de Nabil Benbachir

Quels éléments de victoire pour des armées occupantes ?

Il est de coutume qu'après chaque affrontement militaire, de s'interroger dans le sens de savoir qui en est sorti vainqueur et quels faits accomplis vont à nouveau être imposés.

On se rappelle que pour ce qui concerne l'Irak et l'Afghanistan, le constat américain était formulé ainsi " nous ne sommes pas en train de gagner la guerre ".

Israël au Liban et en Palestine, les Etats-Unis en Irak et en Afghanistan, les Marocains au Sahara occidental ont-ils perdu face à des mouvements de résistance ? Qui en est sorti vainqueur et peut-il y avoir de victoire décisive ?

Israël dit qu'il a gagné la guerre, ou presque. Hamas dit qu'il n'a pas perdu la guerre. Un Etat et un mouvement de résistance se sont affrontés. Sur quels critères faudrait-il fonder la victoire ou la défaite pour un Etat occupant et un mouvement de résistance ? Sur le nombre de victimes à faire dans chaque camp puis à les comparer ? En tout cas, pas par le recensement des armes en possession, puisque c'est une guerre asymétrique où il est difficile de dire qui a gagné et qui a perdu. Peut-on dire que les Américains par exemple ont perdu ou gagné ?

Qui alors a gagné la guerre à Gaza ? Pas Israël. Une défaite sur le plan moral, mais pas militaire car son armée n'a pas fait de reddition. Il ne s'agissait d'ailleurs pas de guerre car il n'y avait pas en présence deux Etats pour s'affronter, ni deux armées. Dans une guerre, on compare les forces en présence, et cela n'est pas valable dans ce cas précis. Hamas n'a pas perdu la guerre, car il est encore là, et si ses effectifs sont entaillés, même très sérieusement, l'injustice faite au peuple palestinien alimentera les rangs de la résistance car les jeunes Palestiniens sont nés dans la révolte permanente de n'être pas comme les jeunes du monde entier, en train de vivre leur vie dans leur propre pays, leur propre Etat. Il en est de même pour ce qui se passe entre le Maroc et le Polisario. Quelle guerre pourrait se gagner ?

N. B.

FACE À LA CRISE ÉCONOMIQUE

Nécessité d'établir une nouvelle stratégie

SUPERFICIES AGRICOLES NON EXPLOITÉES

L'Etat a récupéré quelque 250 000 hectares


INTERVENANT, hier, à l'émission "l'Invité de la rédaction" de la chaîne 3 de la Radio algérienne, le directeur central chargé de l'organisation foncière au ministère de l'Agriculture, a indiqué que sur les 800.000 hectares à avoir été attribués à des investisseurs, quelque 250.000 hectares de superficie agricole non exploitée ont été récupérés. M. Hamid Hamdani, également en charge de la mise en valeur des terres agricoles, souligne que la non-exploitation de celles-ci est perçue comme un "abus de droit".

Réfutant l'idée que le ministère ait agi dans un esprit "répressif", il explique que la mesure s'inscrit beaucoup plus dans une approche "dissuasive", destinée à pousser les bénéficiaires de terres agricoles à les travailler. Il annonce que les terres récupérées seront redistribuées au bénéfice de porteurs de "projets structurants", entendre par-là ceux à même de développer des filières "à forte dimension économique", à l'exemple des céréales, du lait, de l'élevage et de l'arboriculture, autant de projets créateurs d'emplois et de valorisation des productions agricoles. A propos de ces "projets structurants", M. Hamdani signale que sur 500.000 hectares de superficie agricole, notamment localisés à Adrar, Timimoun, El Bayadh ou Ghardaïa, 200.000 ont déjà été mis en valeur par des investisseurs et que 100.000 autres sont sur le point de l'être, in cessamment. A propos de la régularisation des dossiers d'accès à la concession agricole, le représentant du ministère de l'Agriculture fait état de plus de 9.000 dossiers "en souffrance" au niveau des commissions de wilayas. Il annonce que ceux-ci vont faire l'objet d'un réexamen, "au cas par cas", à l'effet de confirmer ou d'infirmer les agriculteurs dans leur droit de concessionnaire. Il assure que cette situation "sera assainie" vers la fin du premier semestre 2018.

Lamia O.

La crise que vit le baril de pétrole sur le marché mondial depuis les cinq premiers mois de l'année 2014 a fini d'ériger en Algérie un nouveau modèle de croissance économique, conduisant à des stratégies de développement pour permettre la croissance et le bien-être social.

Les vagues de la mondialisation, l'arriération de l'économie nationale ont finalement débouché sur un "plaidoyer" de plus en plus grandissant pour une meilleure planification du redressement économique. La démarche va être pour le gouvernement, l'outil incontournable de son plan d'action, de modernisation, les besoins essentiels, la self-reliance, la nécessité de compter sur soi-même. C'est dire que la crise du pétrole, le fardeau ou le piège des importations ont soumis l'Algérie aux pressions d'urgence, l'ajustement structurel dont singulièrement l'accélération des réformes pour un même but ultime en matière de développement économique et social, autrement dit, la création de richesses, d'emplois nécessaires au bien-être des citoyens, la réduction importations.

AMBITIEUX OBJECTIFS

L'amorce de cette stratégie vise à rendre de moins en moins l'économie nationale dépendante des hydrocarbures et des importations à travers la restructuration de la production nationale, du commerce, un meilleur climat des affaires et davantage de partenariat entre le secteur public et privé. Eu égard à ces ambitieux objectifs, l'option pour un nouveau modèle de croissance économique se veut donc comme un instrument d'encouragement à la performance en phase avec le souci d'indépendance économi-

que et financière du pays. La ligne tracée et poursuivie étant d'accroître la production nationale, sa diversification. Une stratégie industrielle et agricole par substitution aux hydrocarbures et aux importations. Cette stratégie de substitution aux importations est déjà définie comme la "satisfaction" d'une plus grande proportion de la demande intérieure par la production locale de biens de consommation suivie d'une "remontée" progressive de la production de biens d'équipement de plus en plus élaborés et situés du processus de production. Mais le fait que ce nouveau modèle de croissance économique ait débuté dans une période où la croissance dans le monde développé ralentissait, et surtout où le chômage structurel réapparaissait, la dégringolade continue des prix du baril de pétrole, n'était évidemment pas une décision facile pour l'Etat algérien. En effet, le pays venait de sortir de la tragédie nationale et la reprise économique aurait été impensable sans la mise en place d'un réseau d'infrastructures de base, qui a connu des retards en raison de la tragédie nationale dans les années 90. De même, le développement économique ne peut être conçu sans une gestion adéquate des besoins des citoyens, en termes d'emploi, de logement, de santé, d'éducation et de services publics. De grands axes de développement économique et social contenus dans le programme présidentiel. Il fallait pencher en faveur de "l'égoïsme national", un changement dans la hiérarchie des priorités de développement. Il s'agit notamment de la prise de conscience du rôle important que doivent jouer l'agriculture et l'industrie dans un processus de développement véritable et durable, qu'il n'est pas possible d'assurer avec la seule priorité des hydrocarbures.

EGOÏSME NATIONAL

Dans cet esprit, "l'égoïsme national" des Algériens a toujours été de voir l'Etat algérien souverain dans ses décisions, le maintien du niveau de vie, du pouvoir d'achat. Dans un contexte d'amenuisement des ressources extérieures, préserver ce modèle a un coût qui, jusqu'à, a été supporté par l'exploitation et l'exportation des hydrocarbures qui ne pourront plus, à



l'avenir, garantir la pérennité de ce modèle. D'où l'insistance du discours officiel d'aller donc à la recherche de la croissance ailleurs, c'est-à-dire dans le champ économique réel où l'entreprise, publique et privée, est la clé de voûte, le moteur de la croissance. Il s'agira de jeter les bases d'un redressement économique et même financier à long terme, tout en veillant à ce que les acquis du développement économique et social soit préservés et améliorés. Mais la politique de développement durable et harmonieux a fini par imposer une conception dominante, celle de l'économie de marché afin d'aboutir à des résultats optimaux.

En réalité, l'économie libérale, l'économie pure du marché et de l'ajustement a été une option pour résoudre efficacement les graves problèmes auxquels est confrontée l'économie nationale. Une option visant la performance, un meilleur taux de croissance et le développement humain. A présent le développement national est assuré dans le cadre d'une économie de marché, dont le Président Abdelaziz Bouteflika n'a de cesse de réaffirmer qu'elle ne sera ni une économie de bazar, ni un bradage de la richesse nationale, elle ne sera ni un nouveau dogme ni encore moins un slogan. "pour nous, l'économie de marché est un modèle pour obtenir plus d'efficacité et plus de rentabilité et pour accroître l'investissement dans le pays grâce à l'"appui du

capital et du savoir-faire du privé national et du partenariat étranger en appui à la ressource publique".

NE PLUS DÉPENDRE DES HYDROCARBURES

La stratégie qui vise l'édification d'une économie développée et indépendante découle des acquis enregistrés au cours de ces dernières années et des enjeux à l'horizon 2030. Cette stratégie inscrite dans le nouveau modèle de croissance économique veille à la durabilité en encourageant un processus de développement qui ne dépend plus des hydrocarbures et qui est mieux adapté à l'économie nationale. Il met à profit les diverses richesses naturelles du pays de manière durable. Il se propose également de résorber les déséquilibres internes et externes de l'économie nationale et d'assurer une croissance constante et auto-entretenu. Il vise à garantir le plein emploi et à satisfaire les besoins de première nécessité de la population par la production nationale. La réduction de la dépendance extérieure, grâce à une démarche soutenue d'intégration où les industries des biens d'équipement et la petite et moyenne entreprise, la grande, petite et moyenne industrie constitueront les éléments moteurs de la croissance, qui demeure dans cette démarche un axe directeur de sortie de la crise actuelle que traverse le pays sur le plan économique et financier.

Ammar Zitouni

PARTENARIAT DANS LE SECTEUR AGRICOLE

La filière intéresse des investisseurs hollandais

A cours d'une rencontre avec des opérateurs économiques locaux, organisée à la Chambre d'agriculture de la wilaya de Mostaganem, le diplomate hollandais, conseiller aux affaires agricoles dans la région du Maghreb, Nicolas Fiser, a indiqué, dimanche, que les investisseurs de son pays étaient intéressés par le partenariat avec des opérateurs algériens dans les domaines de la production de lait, de la pomme de terre et des cultures protégées.

Nicolas Fiser a souligné que la Hollande est en quête de partenaires pour concrétiser des projets de coopération scientifique et technique dans divers domaines, surtout avec l'usage des techniques économisant l'eau en irrigation, le phytosanitaire,

les cultures sous-serre, les semences de pomme de terre et l'amélioration de la production laitière.

La coopération entre les universités hollandaises et leurs homologues algériennes ont donné, a-t-il affirmé, des expériences réussies dont la ferme d'élevage bovin de la wilaya de Guelma, le projet d'utilisation des techniques économisant l'eau en irrigation agricole dans les wilayas d'El Oued, d'Ouargla et de Biskra.

Le diplomate a indiqué que sa venue à Mostaganem a pour but de définir l'apport de son pays au développement de la filière de la pomme de terre, à l'amélioration de la qualité de semences, à la prévention phytosanitaire et au développement des technologies de stockage. Il a

rappelé que la Hollande a déjà eu dans le passé des contacts avec Mostaganem et qu'elle est prête à accompagner des agriculteurs dans les domaines de développement et de diversification des semences de pomme de terre.

De son côté, le directeur local des services agricoles de Mostaganem, Missaoui Mehdi, a souligné que cette rencontre permettra de créer un partenariat entre opérateurs des deux pays suivant le principe gagnant/gagnant, notamment dans le domaine de transfert des techniques modernes d'irrigation agricole, de la préservation de la qualité de la production lors du stockage en chambres froides et la diversification des semences de pomme de terre de consommation et de

transformation. La production de Mostaganem en pomme de terre représente 10 % de la production nationale (4,7 millions de quintaux).

Mostaganem joue également le rôle de régulateur national du marché de ce produit de large consommation, grâce à sa production précoce et d'arrière-saison.

Cette rencontre a vu la présence de représentants de diverses branches du secteur agricole. Le diplomate hollandais a visité des exploitations versées dans la production de la pomme de terre à Oued Nadhor (commune de Hassi Mameche), la vallée de Mesra, ainsi que l'école supérieure d'agronomie de l'université de Mostaganem.

Mourad N.

EDUCATION

Le ministre du Travail appelle le CNAPESTE à mettre fin à sa grève

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mourad Zemali a appelé, lundi à Alger, les enseignants grévistes à mettre fin à leur mouvement de grève et à faire prévaloir le dialogue "pour l'intérêt des élèves et du pays". "Nous avons demandé aux représentants du syndicat de faire prévaloir le dialogue et de placer l'intérêt des élèves et du pays au-dessus de toute considération", a indiqué M. Zemali dans une déclaration à la presse lors de l'audience accordée aux représentants du Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'éducation (CNAPESTE), estimant que la situation engendrée par la grève continue, qui dure depuis plusieurs semaines, mène à "la discorde (fitna) qui n'est dans l'intérêt d'aucune partie".

"La situation d'aujourd'hui qui va au-delà des lignes rouges est devenue incontrôlable par ces parties", a-t-il soutenu, appelant au "respect des décisions de la justice".

Après avoir affirmé que la Constitution algérienne "garantit à l'enfant le droit à l'éducation", M. Zemali a rappelé que la loi algérienne "a mis en place plusieurs mécanismes de dialogue et de concertation", soulignant que son département ministériel est chargé de "veiller à l'application de la loi et d'accompagner ces syndicats, les travailleurs et les partenaires sociaux, afin de leur permettre de s'enquérir et de se conformer aux textes de lois".

PLACER L'INTÉRÊT DE L'ÉLÈVE AU-DESSUS DE TOUTE CONSIDÉRATION

Cinq (05) syndicats du secteur de l'Éducation ont appelé, dimanche à Alger, "à placer l'intérêt de l'élève au-dessus de toute considération", estimant que la grève ouverte enclenchée depuis plus d'un mois par le



Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'éducation (CNAPESTE), "se répercutera négativement sur l'action syndicale".

Les représentants de la Fédération nationale des travailleurs de l'éducation (FNTE), de l'Union nationale des personnels de l'éducation (UNPE), du Syndicat national des corps communs et ouvriers professionnels de l'éducation nationale (SNCCOPEN), et du Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement primaire (SNAPEP), ont précisé que la grève ouverte déclenchée par le CNAPESTE "est juridiquement illégale" et nuit à l'action syndicale. Ils ont exhorté les enseignants et les parents d'élèves à penser à l'avenir des élèves, et le ministre à recevoir des représentants de ce syndicat le plus tôt possible. Le Secrétaire général de la FNTE, Ferhat Chebbah a appelé, lors de la conférence de presse qu'il a animée avec les représentants d'autres syndicats, notamment les enseignants et les parents d'élèves, à "penser à l'avenir des élèves" et à placer

leur intérêt au-dessus de toute considération, ajoutant que la grève ouverte, du fait de son caractère illégal, "nuit à l'action syndicale dans son ensemble".

Après avoir relevé qu'il existe d'autres voies et méthodes pour revendiquer les droits à l'instar du dialogue, l'interlocuteur a estimé que les choses "risquent de prendre une autre tournure", notamment après les appels lancés aux élèves via les réseaux sociaux, "pour sortir dans les rues", comme si les choses étaient planifiées d'avance" par d'autres parties, ce qui "constitue un danger pour la paix sociale et l'organisation syndicale".

Soulignant que le chiffre avancé par le syndicat qui a appelé à la contestation concernant le taux de suivi de cette grève ouverte (95%), est "erroné", le représentant de la FNTE a affirmé que le taux ne dépassait pas les 4% au niveau national. Il a relevé que 32 wilayas ne sont pas concernées par l'action de contestation, estimant que les chiffres du CNAPESTE "minimisent" la représentation des autres syndicats dans le secteur de

l'Éducation. De son côté, l'Association nationale des parents d'élèves (ANPE) avait appelé, dimanche à Alger, le CNAPESTE, à se conformer à la décision de justice et à arrêter la grève pour préserver l'intérêt de l'élève et son droit constitutionnel à la scolarité. L'ANPE a souligné que la grève à laquelle a appelé le CNAPESTE doit être traitée avec "civilité" en tenant compte de la situation économique du pays.

Outre la révision du Statut des personnels de l'Éducation, le CNAPESTE revendique l'application des procès-verbaux signés par les directeurs de l'Éducation de Blida et de Béjaïa, relatifs au droit de mobilité des fonctionnaires. Pour rappel, la ministre de l'Éducation nationale, Nouria Benghebrat a annoncé, mardi dernier, au Forum de la Radio nationale, le début de l'envoi de mises en demeure avant le licenciement des enseignants grévistes si ces derniers ne se conforment pas à la loi et refusent encore de rejoindre leurs postes de travail", indiquant que le CNAPESTE "a exploité un droit constitutionnel" en recourant à une grève ouverte, un concept qui n'a pas d'existence dans le Code du travail qui encadre les grèves.

M^{me} Benghebrat a fait état de solutions urgentes à même de remédier à la situation, comme le recours aux enseignants retraités et aux enseignants figurant sur les listes de réserve.

M^{me} Benghebrat a affirmé pour ce qui est des revendications du CNAPESTE que son département "n'a signé et ne signera que pour des revendications qu'il peut concrétiser sur le terrain", telle que la revendication portant sur la révision du Statut des personnels du secteur, indiquant que l'étude de ce point ne sera pas finalisée avant 5 années".

Nesrine M.

FORUM RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT EN TIC

Début des travaux hier



LES TRAVAUX du forum régional de développement pour les États Arabes sur le thème "Les TIC au service des objectifs de développement durable", organisé par l'Union internationale des télécommunications (UIT), ont débuté lundi à Alger. Ce forum qui s'étale sur deux jours, intervient en application des résolutions de la Conférence pléni-potentielle tenue à Busan (République de Corée) en 2014 et conformément aux décisions approuvées lors de la Conférence mondiale de développement des Télécommunications (CMDT-17), tenue à Buenos Aires (Argentine) en 2017.

Organisée par le Bureau régional arabe de l'UIT, cette rencontre a pour principal objectif l'évaluation des orientations stratégiques pour le programme opérationnel régional pour la période 2018-2021, y compris la mise en œuvre des cinq initiatives régionales adoptées par la CMDT-17.

Ces cinq initiatives sont l'environnement, changements climatiques et télécommunications d'urgence, l'instauration de la confiance et de la sécurité dans l'utilisation des télécommunications et des TIC, l'inclusion financière numérique, internet des objets, villes intelligentes (Smart-Cities) et méga données (Big Data), innovation et entrepreneuriat.

N. M.

POUR LA RÉALISATION D'UN DATA CENTER

Les Douanes et Huawei signent un accord

L'Agence de l'informatique des finances publiques du ministère des Finances et l'entreprise chinoise de solutions numériques Huawei ont signé lundi à Alger un contrat de réalisation d'un nouveau Data Center pour les Douanes algériennes, en présence du Directeur général des Douanes, M. Noureddine Allag, a indiqué la direction générale des Douanes (DGD) dans un communiqué.

Ce Data Center entre dans le cadre de la mise en place du nouveau système d'information des Douanes, décidée après des diagnostics de l'actuel Système d'information et de gestion automatisée de dédouanement (SIGAD) mis en place en 1995. Il constituera le contenant devant recevoir les logiciels de gestion automatisée des Douanes (tout le métier douane et soutien), explique-t-on.

Le Data Center des Douanes sera renforcé en matière de transport des données et de la connectique par une mise à niveau du réseau auprès des opérateurs nationaux. Ce projet d'envergure est financé par le Fonds d'appropriation de l'utilisation et du

développement des TIC (Faudtic) du ministère de la Poste, des télécommunications, des technologies et du numérique sous la coupe de l'Agence de l'informatique des finances publiques du ministère des Finances. Le délai de réalisation de ce projet a été

fixé à six (6) mois.

Le nouveau système d'information des Douanes, adapté selon les dernières avancées technologiques, devrait permettre un traitement rapide des dossiers à la faveur, notamment, de la cohérence des données à travers tous les sites opérés par l'admini-

stration douanière (ports, aéroports, ports secs, postes frontaliers...) et l'intégration des référentiels de traitement (tarifs, réglementation, valeur, opérateurs économiques, transport et moyens de transport).

R. N.

GRÂCE À UNE STRATÉGIE DIGITALE INNOVANTE

Ooredoo a renforcé son positionnement en 2017

Le groupe de télécommunications Ooredoo a rendu publics, le lundi 12 février 2018, ses résultats financiers de l'année 2017 confirmant la poursuite du développement de sa filiale algérienne notamment dans le segment du digital et de l'Internet mobile haut débit.

Ooredoo Algérie a, en effet, clôturé l'année 2017 avec des indicateurs financiers positifs portés par la stratégie de l'entreprise orientée vers les nouveaux services digitaux et l'enrichissement de

son monde Haya !. Les revenus de Ooredoo (Algérie) ont atteint 104,2 milliards de dinars algériens en 2017. Le parc clients a, quant à lui, avoisiné les 14 millions d'abonnés à fin décembre 2017. Le résultat avant intérêts, impôts (taxes), dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations (EBITDA) a été de 45,8 milliards de dinars algériens en 2017 contre 39,3 milliards de dinars algériens en 2016 soit une progression de +16,5%. Au sein du groupe Ooredoo, Ooredoo

(Algérie) représente 9% du nombre d'abonnés. Ooredoo Algérie clôture ainsi l'année 2017 par la consolidation de son positionnement dans le secteur national de la téléphonie mobile, et se fixe l'objectif de renforcer ses investissements en Algérie en 2018 afin de démocratiser la technologie 4G et le haut débit mobile auprès des utilisateurs algériens et participer ainsi au développement de l'économie numérique nationale.

H. B.

BECHAR

Vers la promotion et le développement de la filière floriculture

La floriculture, un segment de l'horticulture, est en voie de promotion et de développement à travers la wilaya de Bechar, avec la création prochaine d'une superficie de 20 hectares consacrée à cette activité à Igli, une commune située à 160 km au sud de Bechar, a-t-on appris de la direction locale des services agricoles (DSA). La promotion de cette filière, à laquelle a été dédiée cette superficie au titre de la concession agricole et aussi des efforts de développement des activités et filières agricoles dans la région, est une "première" dans cette partie du sud-ouest du pays, a indiqué la DSA. Le promoteur de ce projet (un privé), qui aura tout le soutien nécessaire dans le cadre des fonds de développement agricole, ambitionne de produire différentes espèces florales (de la région et d'autres) en plus d'espèces ornementales, ce qui va contribuer à la diversification des produits agricoles de la région, a-t-on souligné. Igli, une collectivité à vocation agricole, dispose de plusieurs atouts pour le développement de la filière, notamment la qualité de son sol et la disponibilité de ressources hydriques, a expliqué la direction. Cette région, où l'on enregistre une superficie globale de plus de 3.500 hectares attribuée au titre de la mise en valeur des terres sahariennes, a été choisie pour la concrétisation de ce projet de promotion et développement de la floriculture, pour son climat propice à ce type d'activités agricoles, a-t-on relevé à la DSA. Aussi pour le développement du secteur agricole dans cette partie de la wilaya, il est prévu la réalisation prochaine d'un barrage dans la zone de Lakhneg (commune d'Iglli), destiné à la retenue des eaux de Oued Saoura, avec une capacité de stockage entre 40 à 60 millions de mètres cubes. Ce barrage permettra l'irrigation de plus de 10.000 hectares, appelés à être mis en valeur au cours des prochaines années, selon la même source.

S.D.

Les efforts de développement du tourisme dans la wilaya d'Ouargla s'orientent vers la promotion du thermalisme, un des segments important du tourisme saharien susceptible de drainer des touristes et curistes, a-t-on appris jeudi de la direction locale du tourisme et de l'artisanat (DTA).

En dépit de l'éparpillement à travers le territoire de la wilaya d'Ouargla d'une quarantaine de sources thermales de divers débits d'eau (entre 80 litres/seconde et 250 l/s) et de températures variant de 40 à 60 degrés, ces thermes demeurent inexploités, a relevé le DTA.

Abdallah Belaid a estimé que l'exploitation optimale de cette ressource thermique ouvrira de larges perspectives au tourisme saharien et de santé à même d'attirer des touristes nationaux et étrangers et de permettre à la région à renouer avec les flux touristiques d'antan. Ces stations thermales sont en majorité localisées à travers 18 communes de

OUARGLA

Miser sur l'investissement dans le tourisme thermal



la wilaya, dont Ain-Sahra (commune de Nezla), Khecham-Errih et Gouiret El-Acheb (Hassi Benabdallah), El-Hedeb (Rouissat), Gassi-Touil et Haoud Et-Tamr (Hassi-Messaoud), El-Gueddachi (El-Hedjira) et Herihira (Mégarine).

Elles présentent des vertus thérapeutiques grâce à leur eau riche en composants chimiques (chlore, sodium, soufre et autres), nécessaires pour la cure de nombreuses pathologies dermatologique, respiratoire, rhumatismale et articulaire.

Le programme de la DTA s'articule, dans le cadre de la sensibilisation des promoteurs, sur la vulgarisation de l'importance que revêtent ces stations dans la promotion du tourisme thermal, en particulier, et du tourisme saharien en général, à travers l'organisation d'évène-

ments d'information sur les facilités et avantages accordés aux investisseurs dans le domaine.

La wilaya d'Ouargla s'était vue accorder des projets de développement et d'exploitation des sources thermales qui traitent pour des raisons liées au choix de terrain, et les efforts se poursuivent actuellement, conjointement avec les parties concernées, pour régulariser la situation dans de brefs délais.

REGAIN TOURISTIQUE RELEVÉ L'ANNÉE DERNIÈRE

La wilaya a enregistré l'année dernière un véritable regain de l'activité touristique qui s'est traduit par l'accueil, au titre de la saison touristique saharienne et des activités de certaines agences activant dans la région, d'un flux de plus de 700

visiteurs de nationalités étrangères (japonaise, portugaise et italienne notamment), a fait savoir le directeur du secteur.

Abdallah Belaid a estimé que la promotion médiatique du produit touristique, menée avec le concours des agences et offices de tourisme à travers de grandes manifestations touristiques et culturelles, constitue un levier important à même d'intéresser le touriste à la destination touristique saharienne algérienne.

L'investissement touristique dans la wilaya d'Ouargla a connu ces dernières années une dynamique, à la faveur des avantages prévus par les pouvoirs publics pour encourager ce créneau, ayant permis de concrétiser divers projets, et d'autres sont encore en chantier, notamment des structures hôtelières, a-t-il souligné.

Halima B.

COMPLEXE TEXTILE DE DRAA BEN KHEDDA (TIZI-OUZOU) :

Un plan de réhabilitation pour réinvestir le marché national

Le complexe textile industriel de Draa Ben Khedda, à 10 Km à l'ouest de Tizi-Ouzou, filiale de l'Entreprise algérienne des textiles industriels et techniques (EATIT), ambitionne de reconquérir ses parts des marchés national et régional.

Ayant profité de plans de redressement visant à maintenir l'activité de cette usine qui était un des fleurons de l'industrie nationale qui fournissait le marché européen en tissus de qualité, ce complexe a également bénéficié d'une opération de réhabilitation et de modernisation de certains procédés de fabrication, visant à augmenter ses capacités de production et à améliorer la qualité du produit.

Une enveloppe financière de 3,5 milliards de DA a été débloquée pour la réalisation des travaux de réhabilitation et de modernisation, a-t-on appris lors d'une récente visite de ce complexe. Ces travaux ont notamment concerné la filature pour une capacité de production de 3 000 tonnes/an, la préparation de tissage, le retordage, la mise à niveau de l'usine, l'installation d'une centrale d'air com-

primé et l'acquisition de métiers à tisser. Selon le bureau d'étude qui a été retenu pour cette opération, les travaux ont porté sur la démolition totale de l'ancien hangar de 16 000 m² qui a été reconstruit selon les normes exigées par ce type d'activité, notamment la réalisation des caniveaux d'environ 2,70 m de profondeur afin d'assurer le cycle de transformation à l'intérieur du hangar pour préserver les tissus de l'humidité.

Ce complexe qui occupe une superficie de 349 228 m² et emploie actuellement environ 600 travailleurs, a été ouvert dès les premières années de l'indépendance et employait plus de 5000 travailleurs.

Après environ 20 ans de prospérité, l'usine rentre dans une phase de déclin qui s'accroît dans les années 1990 avec son lot de surpression d'effectifs, départs volontaires ou à la retraite.

L'affiliation de cette unité industrielle à l'EATIT et la décision d'assainissement de sa situation financière et d'éponger ses dettes fiscales et parafiscales ainsi que ses découverts bancaires, suivis par la mobilisation d'une enveloppe financière pour sa

réhabilitation et sa modernisation, ont permis de sauver ce Complexe dans la perspective de le replacer sur la scène économique.

UN COMPLEXE "BIEN ARMÉ"

Le président de la Chambre de commerce et d'industrie Djurdjura (CCID) de Tizi-Ouzou, Medjkouh Mohand-Ameziane, estime qu'aujourd'hui et grâce à toutes les mesures engagées au profit du complexe de textile de Draa Ben Khedda, ce dernier est "bien armé" pour poursuivre son développement, qui peut être favorisé par un marché intérieur très important et une maîtrise du coût de production. "Je pense que les entreprises de textiles qui ont survécu en réussissant à vaincre les contraintes et les difficultés qu'elles ont connues, ont le potentiel pour continuer aujourd'hui à se développer", a-t-il opiné.

Le président de la CCI Djurdjura a observé que le redressement dont a bénéficié cette entreprise et son partenariat avec la société par actions (SPA) l'Algérienne des textiles Texalg qui développe et conçoit une gamme étendue de

textiles pour l'habillement, l'ameublement, le linge de maison, l'habillement des corps constitués, les tissus techniques et pour usage industriel, entre autre, ont permis la préservation de ce complexe.

Outre l'enveloppe financière jugée importante dont cette entité industrielle a bénéficié pour sa modernisation et sa réhabilitation, il y a eu aussi un autre investissement qui est des plus importants et qui a concerné ce qui est fondamental à une entreprise, à savoir sa ressource humaine à travers des formations et un travail de sensibilisation des représentants des salariés, a ajouté ce même responsable.

Pour M. Medjkouh, l'industrie textile est un secteur qu'il faut vraiment préserver et pour cela il est important que tous les acteurs concernés (pouvoirs publics, salariés) puissent participer au redressement de ce complexe et les accompagner tout en restant vigilent face un environnement international concurrentiel afin que cette entreprise puisse continuer à se développer et à maintenir ses emplois.

Akli I.

AFIN D'OPTIMISER SA PRODUCTION

TOTAL

L'Irak propose à BP d'étudier des champs pétroliers de Kirkouk

La bio-raffinerie de La Mède "démarrera à l'été 2018"

L'Irak a proposé à la compagnie britannique BP d'étudier les réserves des champs de pétrole de la province septentrionale de Kirkouk afin de permettre à l'Irak d'optimiser sa production, a affirmé dimanche à l'AFP le ministre du Pétrole Jabbar al-Louaibi.



Les forces irakiennes ont repris en octobre aux autorités du Kurdistan irakien (nord) les champs de pétrole dont les Kurdes s'étaient emparés ces dernières années dans la région disputée de Kirkouk, frontalière de la région autonome. "Le P-DG de BP doit venir cette semaine à Kirkouk et j'ai proposé que (la compagnie) élargisse son étude technique à tous les champs de (la province) de Kirkouk (...) Ils étudient ma proposition", a-t-il dit lors d'un entretien à l'AFP. BP est la plus grande compagnie pétrolière en Irak avec l'exploitation du champ de Roumaïla (sud) qui produit 1,5 million de b/j soit 30% de la production journalière du pays. Concernant la région de Kirkouk, le ministre du Pétrole avait signé en 2014 un contrat avec BP pour étudier les réserves et trouver les moyens de développer le champ de Baba Gargar, le plus vieux d'Irak, et celui de Havana.

"NOUVEAU CONTRAT"

"Tout avait été gelé mais nous avons signé un nouveau contrat en janvier avec BP", a-t-il dit. Le contrat avait été gelé en raison du chaos créé par la percée du groupe djihadiste État islamique (EI), dont les forces du Kurdistan irakien avaient

profité pour s'emparer de l'ensemble des installations pétrolières de Kirkouk.

Les cinq champs pétroliers de Bab Gargar, Havana, Bay Hassan, Jambour et Khabbaz ont une capacité de production d'environ 470.000 b/j mais fonctionnent au ralenti faute de pouvoir exporter leur production car l'oléoduc reliant Kirkouk au terminal de Ceyhan, en Turquie, est hors service.

A ce propos, le ministre a indiqué que la construction d'un nouvel oléoduc reliant ces champs pétroliers à la Turquie, long de 350 km et d'une capacité de plus d'un million de barils par jour, devrait "être terminé d'ici un an ou un an et quelque".

En attendant, a-t-il dit, 30 à 60.000 b/j du pétrole de ces champs seront acheminés par la route vers des raffineries en Iran "car les Iraniens rencontrent de nombreuses difficultés logistiques pour acheminer leur pétrole se trouvant au sud du pays". En échange, "nous (...) recevrons la quantité équivalente vers notre port du Sud (Bassora)", a-t-il expliqué.

DISCUSSIONS AVEC LES KRDES

Le ministre a en outre fait état de discussions avec les autorités kurdes, auxquelles Bagdad s'était frontalement opposé en septembre à cause d'un référendum d'indépendance organisé au Kurdistan irakien.

"Pour le reste (de la production de Kirkouk), nous sommes en discussion avec les Turcs et les autorités kurdes et nous espérons arriver à un accord dans l'avenir proche", a-t-il dit.

"Ainsi, nous pourrions reprendre nos exportations (vers la Turquie) en utilisant l'oléoduc du KRG (Gouvernement autonome kurde). Nous sommes arrivés à une sorte d'entente" avec les Kurdes, a-t-il avancé.

Fin 2013, le Kurdistan irakien avaient court-circuité l'oléoduc irakien qui acheminait le brut depuis Kirkouk vers la Turquie en connectant un oléoduc parallèle.

Les forces irakiennes ont récupéré en octobre tous les champs pétroliers de Kirkouk à l'exception de celui de

Khormala, encore aux mains des Kurdes.

Interrogé à ce sujet, le ministre s'est montré intraitable. "En 2008-2009, le ministère kurde des Ressources s'en est emparé mais ce champ appartient au ministère du Pétrole", a-t-il dit.

Interrogé sur l'exploitation du gaz associé au pétrole, il a affirmé que son pays ne capturerait que 1.750 millions de pieds cubes alors qu'il en produit 2.600 millions. "Notre objectif est de capturer la totalité ce gaz en 2021".

En outre, a-t-il expliqué, la capacité de raffinage en Irak est de 600.000 b/j, et le plan, c'est d'arriver à 1,5 million de b/j. "Notre consommation est aujourd'hui de 700.000 b/j et en 2023 elle devrait atteindre 1,2 million de b/j", a-t-il ajouté.

Interrogé sur les prix du pétrole, il a souligné que "le marché ne sera pas stabilisé à 100% mais atteindra à la fin de l'année un haut pourcentage de stabilisation (...) En tout cas, l'Irak applique totalement le gel de la production décidé par l'Opep", a-t-il assuré.

Siham S.

LIBAN

Premier contrat de prospection d'hydrocarbures

Le Liban a signé vendredi son premier contrat d'exploration d'hydrocarbures au large de ses côtes avec un consortium alliant le groupe pétrolier français Total, l'italien ENI et le russe Novatek, sur fond de tensions avec Israël sur l'un des blocs concernés. Depuis plusieurs années, la Méditerranée orientale est devenue une zone d'exploitation gazière active, notamment après la découverte de gisements au large d'Israël, de Chypre et de l'Égypte, ce qui a donné lieu à des tensions entre divers pays de la région sur les droits et les frontières maritimes. "Le Liban fait partie désormais du club des pays producteurs d'énergie et entame une nouvelle étape dans son histoire", s'est félicité le président Michel Aoun lors de la cérémonie. Le consortium Total (40%), Eni (40%), Novatek (20%) est le seul à avoir répondu à l'appel d'offre, lancé en janvier 2017 par le gouvernement libanais pour ses premières explorations d'hydrocarbures en Méditerranée et plusieurs fois retardé en raison de l'instabilité politique et institutionnelle. Les travaux de forage doivent débuter en 2019 et concernent les blocs 4 et 9 sur les dix prédéfinis par le Liban et les cinq ayant fait l'objet de l'ap-

pel d'offre. Une partie du bloc 9 se trouve dans une zone maritime contestée par l'État hébreu.

PAS DE RISQUE DE GUERRE

Le ministre israélien de la Défense, Avigdor Lieberman, avait dénoncé le 31 janvier "le comportement provocateur" des autorités libanaises: "Ils ont lancé un appel d'offre pour (...) un bloc qui de toute évidence est à nous". Vendredi, le ministre libanais de l'Énergie, César Abi Khalil, a dénoncé ces déclarations. "Il n'y a ni zone disputée ni contentieux. Il y a agression", a-t-il déclaré à l'AFP. "Israël a adopté le tracé de sa zone économique exclusive (ZEE) avec une frontière située plus au nord que celle notifiée dès 2010 par le Liban aux Nations unies, et définie selon les lois internationales (...). Le bloc 9 est situé entièrement dans les eaux maritimes libanaises", a-t-il martelé. Pour sa part, le député Nawaf al-Moussaoui du Hezbollah, poids lourd de la politique libanaise et ennemi juré d'Israël, a affirmé que le Liban "n'accepterait aucune agression contre ses droits nationaux". L'État hébreu et le Hezbollah s'étaient livrés en 2006 une guerre qui a fait plus de 1.200 morts côté

libanais, en majorité des civils, et 160 côté israélien, quasiment tous des soldats. Le ministre des Affaires étrangères, Gebrane Bassil, a de son côté écarté le risque d'une confrontation militaire avec Israël, soulignant la poursuite des "efforts diplomatiques" pour faire baisser les tensions sur cette question. Les États-Unis mènent une médiation depuis plusieurs années entre les deux pays pour trouver une solution au contentieux concernant une zone disputée de 860 km² en mer sur laquelle débordait le bloc 9. Dans ce contexte Washington a dépêché mardi à Beyrouth le secrétaire d'État adjoint pour les affaires du Proche-Orient, David Satterfield. Au cours de sa rencontre jeudi avec le chef de l'État, le diplomate américain a présenté "des propositions visant à maintenir la stabilité et le calme dans la zone frontalière", selon la présidence libanaise.

AUCUNE INTERFÉRENCE

Vendredi, Total a souligné, dans un communiqué, que le groupe français "et ses partenaires sont bien conscients de la dispute frontalière entre le Liban et Israël (...), qui concerne en fait moins de 8% de la surface du bloc 9". "Le puits d'explora-

tion sur ce bloc ne présentera aucune interférence avec des champs ou zones d'intérêts qui sont situés au sud de la zone frontalière", a assuré la compagnie. Le forage dans le bloc 9 aura lieu dans sa partie septentrionale, "à plus de 25 km de la zone contestée", selon Total. La zone de prospection "dans le bloc 9 est, effectivement, au nord du bloc et c'est là où nous avons l'intention de forer le moment venu", a réaffirmé à l'AFP Stéphane Michel, directeur de Total au Moyen-Orient. La question des ressources gazières autour de Chypre a également conduit à des frictions. L'île est divisée depuis l'invasion en 1974 de son tiers nord par la Turquie. Les prospections menées par Nicosie ont déclenché des tensions avec Ankara, qui réclame leur suspension dans l'attente d'une solution à la division de l'île. Des tensions sont également apparues sur la question entre la Turquie et l'Égypte, qui a réaffirmé la "validité" d'un accord maritime avec Chypre en réponse aux critiques d'Ankara. En 2003, l'Égypte et Chypre se sont mis d'accord sur le partage des zones maritimes internationales en Méditerranée pour y développer l'exploration d'hydrocarbures.

Farida B.

SECOUSSE BOURSIERE

Un avertissement sans faits ?

La secousse financière qui a affecté les marchés d'actions depuis vendredi 2 février a ravivé la peur d'un nouveau krach financier. Il est vrai que cette secousse a été particulièrement violente. En fait, on peut considérer qu'elle constitue un véritable avertissement.



Le CAC-40, qui caracolait au-delà de 5400 points est revenu sous les 5100 points ce vendredi 9 février, soit une baisse de 9%, un mouvement identique à celui de l'indice DOW JONES à la bourse de New-York. Même si ces effets tendent à s'amenuiser, et la chute des marchés financiers devrait se ralentir fortement - on peut penser que la baisse globale sera comprise autour de 10%, on aurait grand tort de négliger cet avertissement.

LES CAUSES DE LA SECOUSSE BOURSIERE

Les causes de cette secousse sont relativement claires, du moins en ce qui concerne les causes immédiates. Il y a eu une combinaison de phénomènes techniques et l'inversion d'une tendance lourde. A la base, il y a la remontée des taux obligataires aux Etats-Unis. Les taux d'intérêts sur les emprunts à 10 ans ont atteint 2,5%. Cette remontée, qui indique probablement que la période de taux extrêmement bas que l'on connaît depuis ces dernières années est en train de se clore, a eu un effet direct sur les marchés d'actions. Des sommes ont été transférées de ces marchés vers le marché obligataire, entraînant évidemment des ventes d'actions. Cela induit une tendance baissière. Il faut ensuite tenir compte de facteurs techniques, qui ont accéléré, voire dramatisé, cette tendance baissière. Des opérateurs avaient acheté

des actions à des niveaux très hauts en décembre et début janvier. Surpris par le retournement de tendance, ils ont vendu brutalement ce qu'ils avaient acheté. De plus, un certain de "produits dérivés" sont indexés sur les indicateurs de volatilité du marché. La brutale augmentation de cette dernière a entraîné un surcroît de ventes. Enfin, les algorithmes qui gèrent les plateformes automatiques ont réagi brutalement dès que la baisse a dépassé un certain niveau. Cette combinaison de facteurs explique en partie la brutalité de la baisse qui a commencé le vendredi 2 février et qui s'est amplifiée le lundi 5 et dans les jours qui ont suivi. Mais, derrière ces facteurs, il y a des raisons d'être pessimiste sur le long terme, même si aucune de ces raisons n'implique la baisse brutale de ces derniers jours.

LA THÉORIE DU "RUISSELLEMENT" EN ÉCHEC

On parle en effet beaucoup d'une embellie de la croissance, d'un retour à la normale après la longue période qui a succédé à la crise. Il est clair que les taux de croissance se sont améliorés. Mais, ils restent inférieurs à ce qu'ils étaient, en moyenne, dans la période 1998-2008. Surtout, l'accroissement des bénéfices des sociétés, et des dividendes des actions, ne correspond pas à un enrichissement identique des salariés, et de la majorité de la population. Or, au bout du

compte, c'est l'enrichissement de l'ensemble de la population, et non de sa fraction la plus riche, qu'il s'agit des 0,1%, des 1%, voire des 10% aux revenus les plus élevés, qui ouvre un marché en expansion capable d'absorber la production des firmes et de garantir leurs profits. Il y a un aphorisme bien plus vrai que le fameux théorème d'Helmut Schmitt: "les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après demain". Ce théorème n'évoque pas la capacité des "riches" à thésauriser et à dilapider une bonne partie de leur richesse sur les marchés financiers. Notons, d'ailleurs, que ce "théorème" est aujourd'hui largement discrédité par tout une série d'études empiriques. L'aphorisme véritable est plutôt: "la hausse des revenus du plus grand nombre est la garantie de l'écoulement du surcroît de production qui justifie les investissements d'aujourd'hui". Or, la structure de l'économie financiarisée, qui domine le monde depuis près de 25 ans, empêche la redistribution des gains de productivité, gains qui sont toujours élevés dans l'industrie, aux salariés. Il en résulte une source inquiète, que l'on perçoit dans les rapports des différentes institutions internationales. Cette hausse importante des bénéfices et des dividendes est excessive, et elle fait peser la menace d'une crise future résultant du désajustement brutal entre le rythme de croissance de la production et celle de la consommation.

LA SOUVERAINETÉ, FACTEUR DE CROISSANCE ?

Le problème fondamental auquel l'économie mondiale est aujourd'hui confrontée est un problème de répartition. Et, la répartition elle-même dépend des institutions dans chaque pays, mais aussi du contexte politique général. Ce n'est QUE dans le cadre d'Etats souverains, et pleinement souverains, qu'une majorité d'électeurs peut imposer des règles différentes de répartition, mais aussi - et sans cela ces différentes règles seront minées par la concurrence internationale dès le départ - imposer des règles de commerce internationale qui redonnent au corps législatif national la possibilité réelle

d'agir sur les structures sociales et économiques du pays. Le retour à la souveraineté des Etats apparaît donc comme la condition nécessaire (mais pas nécessairement suffisante) à l'inversion de cette tendance malsaine qui a entraîné un désajustement toujours croissant entre les rythmes de croissance des revenus des "1%" et ceux de la majorité de la population. L'enjeu est ici certes social mais pas seulement. Il en va du bon fonctionnement de l'économie. Or, si la hausse des dividendes et des bénéfices tire les marchés d'action vers le haut, la force de rappel que constitue la possible, et maintenant probable, crise de surproduction constitue une menace qui plane de plus en plus sur les marchés financiers.

DES PRODUITS FINANCIERS MONTRÉS DU DOIGT

La chute brutale de la Bourse cette semaine à Wall Street a mis sous les projecteurs des indices basés sur la volatilité, produits financiers complexes accusés d'avoir exacerbé le mouvement de panique des investisseurs. L'alerte avait été donnée quelques jours seulement avant la déroute boursière de lundi par le directeur général de la banque Barclays. "Nous avons construit et structuré des produits partout dans le monde qui tentent d'améliorer les profits en pariant sur la (faible) volatilité. C'est une pratique habile (mais) lorsque le marché se retournera, attachez vos ceintures", avait déclaré Jes Staley au Forum économique de Davos. Le phénomène redouté s'est produit lundi: l'indice VIX, qui mesure la volatilité, a bondi de plus de 100% en quatre heures. L'effolement a gagné le marché et en moins de vingt minutes en fin de séance, l'indice vedette de Wall Street, le Dow Jones, a plongé dans une spirale infernale de 500, puis 1.000 puis 1.500 points. Le VIX, aussi appelé "indice de la peur", est un indicateur qui se base sur le risque de voir fluctuer l'indice financier S&P 500 regroupant les 500 plus grandes entreprises cotées à New York. Destiné à l'origine à évaluer la "température" des marchés, il est devenu un outil à part entière sur lequel parier.

MONSIEUR ET MADAME DUPONT

Beaucoup ont choisi de miser sur la baisse de l'indice, un marché florissant et juteux puisque le VIX était resté quasiment atone depuis l'été 2015. Selon la banque américaine Goldman Sachs, ces paris ont connu "la meilleure performance de leur histoire en 2017" avec près de 200% de rendement pour le plus important. "Des fonds spéculatifs, des courtiers, monsieur et madame Dupont... Tous le monde détenait

cet investissement car sa structure garantissait de le rendre gagnant à presque tous les coups", affirme Brett Manning, analyste chez Briefing. A condition que la volatilité reste au plus bas. Mais lorsque les marchés boursiers ont été pris d'inquiétude par les risques d'inflation en fin de semaine dernière, ils ont piégé ceux qui avaient misé sur la persistance d'une volatilité basse. "Tout le monde détenait les mêmes paris. Les fonds spéculatifs ont alors commencé à en sortir et un mouvement de panique pour tenter de couvrir ces investissements a suivi", explique M. Manning. La hausse de la volatilité n'en a été que plus forte, poursuit-il, poussant deux gros acteurs du secteur, Crédit Suisse et Nomura, à annoncer la fermeture de leurs fonds liés à la volatilité et des pertes massives pour ceux qui y avaient investi. Vendredi, l'un des plus grands courtiers de détail Fidelity a annoncé qu'il interrompait les ordres d'achats sur l'indice "SVXY" commercialisé par la société ProShares, celui-ci n'ayant pas fermé malgré de lourdes pertes également. Il est difficile, selon les spécialistes, de savoir combien d'argent a été perdu mais ce marché était évalué à entre 3 et 4 milliards de dollars.

GRAND CASINO

En Suisse, le régulateur financier s'est saisi de l'affaire et affirmé qu'il était en contact avec Credit Suisse. La banque avait pourtant bien pris soin de préciser dans les documents de présentation du produit incriminé, baptisé "XIV", que sa valeur anticipée "sur le long terme est de zéro". "Ce qui était destiné à l'origine à n'être qu'une assurance est devenu un instrument d'achat et de vente dans une sorte de grand casino", regrette Christopher Low de FTN Financial. Aux Etats-Unis, le président de la banque centrale de New York William Dudley a affirmé que ces produits allaient être regardés de plus près, à la lumière des récentes turbulences.

BlackRock, le numéro mondial de la gestion d'actifs, a quant à lui affirmé qu'il soutenait "fortement un système de classification qui clarifierait aux yeux des régulateurs et des investisseurs les risques liés à ces produits". "Avec un niveau de VIX plus élevé et des positions significativement rabaisées, une répétition imminente des événements du 5 février nous semble peu probable", a toutefois estimé Bank of America Merrill Lynch dans une note. "Ils sont à présent moins dangereux. Qui va désormais croire qu'on peut acheter et détenir ces produits éternellement?", remarque M. Manning.

I.A.

Cotation hebdomadaire des billets de banque du 06 Février 2018

BILLET DE BANQUE		ACHAT	VENTE
US DOLLAR	1 USD	113.6507	113.6657
EURO	1 EUR	140.8019	140.8545
POUND STERLING	1 GBP	158.6193	158.6845
JAPAN YEN	100 JPY	104.1902	104.2326
YUAN HONG KONG	1 CNH	18.0515	18.0551
SWISS FRANC	100 CHF	12172.0788	12177.5980
CANADIAN DOLLAR	1 CAD	90.6233	90.6642
DANISH KRONE	100 DKK	1891.7506	1892.3152
SWEDISH KRONA	100 SEK	1425.6234	1426.5274
NORWEGIAN KRONE	100 NOK	1449.2750	1450.3911
ARAB EMIRAT DIRHAM	1 AED	30.9371	30.9497
SAUDI RIYAL	1 SAR	30.3036	30.3100
KUWAIT DINAR	1 KWD	378.8357	379.1384
TUNISIAN DINAR	1 TND	47.6981	48.1775
MAROCCAN DIRHAM	1 MAD	12.4253	12.4270

Séance de cotation des valeurs mobilières du 05 Février 2018

	Alliance Assurance	420,00	Capitalisation boursière 12 996 345,00
	EGH El Aurassi	495,00	
Séance de cotation des valeurs du Trésor Rendement maximum 4,79 Rendement minimum 0,00	Saidal	640,00	Indice boursier théorique 1 209,918
	NCA-Rouiba	300,00	

SOUDAN

Le Président remplace le chef du puissant service du renseignement

Le président soudanais Omar el-Béchir a désigné dimanche un nouveau chef pour le puissant service du renseignement, un organe impliqué dans la répression de récentes manifestations antigouvernementales, a rapporté dimanche l'agence de presse officielle Suna.

Par décret, M. Béchir "a nommé" Salah Abdallah Mohamed Saleh à la tête du Service national du renseignement et de la sécurité (NISS), en remplacement de Mohammed Atta, a indiqué Suna, sans autres précisions.

Le nouveau patron du NISS qui a fait des études d'ingénierie connaît bien ce service pour lequel il a travaillé durant différentes périodes depuis le coup d'Etat de 1989 qui avait porté au pouvoir le président Béchir.

Il avait même dirigé le service de renseignement avant de tomber un temps en disgrâce et d'être remplacé en 2009 par M. Atta. Emprisonné sous l'accusation d'avoir planifié de renverser le président soudanais, il avait finalement été gracié.

Selon des observateurs, M. Saleh avait consolidé cet organe pour en faire un puissant outil au service du régime du président Béchir.

Son prédécesseur, Mohammed Atta venait de rentrer cette semaine du Caire où il avait participé au sein d'une délégation de son pays à des entretiens égypto-soudanais portant sur plusieurs domaines, dont la sécurité.

Son remplacement intervient alors que les agents du NISS et la police ont mené une répression envers de récentes manifestations, dans plusieurs villes, contre la hausse des prix, en particulier du pain.

Le récent doublement du prix de cette denrée de base, consécutif à la décision du gouvernement de confier les importations céréalières au secteur privé, a suscité un vif mécontentement dans la population.

Plusieurs dirigeants de l'opposition et militants des droits de l'Homme ont été arrêtés par le NISS. Des journalistes qui couvraient des manifestations ont également été arrêtés, mais la plupart d'entre eux ont depuis été relâchés.

Parallèlement, plusieurs journaux ayant critiqué la hausse des prix ont été confisqués par le NISS alors que Reporters sans frontières (RSF) dénonce censure, procès et lourdes peines contre les journalistes.

"Le NISS semble s'être lancé dans une véritable traque des journalistes", a écrit RSF cette semaine dans un communiqué. Selon l'ONG "la vague d'arrestation et de confiscations de journaux est sans précédent depuis le début de l'année".

AFRIQUE DU SUD

Réunion d'urgence de l'ANC pour "finaliser" le départ de Zuma

Le parti au pouvoir en Afrique du Sud, le Congrès national africain (ANC), se réunit d'urgence lundi à Pretoria pour "finaliser", selon son chef Cyril Ramaphosa, la délicate question du départ anticipé du président de la République, le très controversé Jacob Zuma.

Les deux hommes ont engagé le 6 février des tractations directes pour régler cet épineux problème, mais les discussions s'éternisent. Lundi, la plus haute instance de décision de l'ANC, le Conseil national exécutif (NEC), qui avait donné mandat à Cyril Ramaphosa pour négocier avec le chef de l'Etat, se réunira à huis clos, une nouvelle fois d'urgence. "Parce que notre peuple veut que ce sujet soit finalisé, c'est précisément ce que le Conseil national exécutif (NEC) fera" lundi à Pretoria, a assuré dimanche Cyril Ramaphosa, sans donner de précisions. "Nous savons que vous voulez passer à autre chose", a lancé dimanche le vice-président devant des milliers de partisans de l'ANC réunis au Cap (sud-ouest) à l'occasion du centenaire de la naissance de Nelson Mandela, le père de la nation "arc-en-ciel". Cyril Ramaphosa, qui succéderait à Jacob Zuma en cas de démission du président, se heurte cependant à deux obstacles de taille pour mettre un point final à cette crise: l'obstination du chef de l'Etat, qui s'accroche au pouvoir, fidèle à sa réputation de battant infatigable, et les divisions de l'ANC. Le 4 février, Jacob Zuma a exclu de démis-



sionner, malgré l'appel pressant de la direction de son parti. Dans les négociations en cours, il tenterait d'obtenir l'immunité, alors que son nom figure au cœur de plusieurs affaires de corruption. Il chercherait aussi à obtenir la prise en charge de ses frais de justice, selon les médias nationaux. Dimanche, Cyril Ramaphosa a toutefois exclu un passe-droit pour le président, rappelant avec fermeté que "ceux qui sont corrompus et ont volé l'argent des pauvres seront jugés".

"DÉSUNION"

Le patron de l'ANC a cependant reconnu que son parti émergeait d'une période de "désunion et de discorde". Des divisions qui justifient qu'il manœuvre avec énormément de précaution s'il veut sortir vainqueur de cette crise. Lors de sa réunion lundi, le NEC devrait être informé des conclusions des négociations, en tout cas de leur état d'avancement, a estimé Mcebisi Ndletyana, professeur de scien-

ces politiques à l'université de Johannesburg. Le NEC peut notamment décider de rappeler le chef de l'Etat, ce qu'il avait fait en 2008 avec le président Thabo Mbeki. Mais le président Zuma n'a aucune obligation constitutionnelle de se plier à cette injonction. Parmi les autres options, le NEC pourrait aussi décider de saisir le Parlement en déposant une motion de défiance contre le président ou en engageant une procédure de destitution du chef de l'Etat. L'autorité du président Zuma a commencé à vaciller depuis l'élection en décembre de Cyril Ramaphosa qui lui a succédé à la tête de l'ANC, le parti au pouvoir en Afrique du Sud depuis l'avènement de la démocratie en 1994. Sous la direction de Cyril Ramaphosa, le parti de feu Nelson Mandela multiplie les réunions pour tenter de sceller l'avenir de Jacob Zuma. Il s'agit pour le pro-Ramaphosa d'éviter la déroute aux élections générales prévues en 2019. Les événements se sont accélérés la

semaine dernière à l'approche du très attendu discours annuel du président devant le parlement. Ce temps fort de la politique sud-africaine a finalement été reporté, officiellement pour éviter des débordements dans l'hémicycle. Officieusement sans doute pour permettre aux négociations d'aboutir. Aucune nouvelle date n'a été avancée, mais l'ANC a assuré que la présentation du budget prévue pour le 21 février serait maintenue, laissant penser que la question du président serait réglée d'ici là. Dans les rangs de l'opposition, on s'impacite. Elle a déposé une motion de défiance pour le 22 février, la neuvième depuis l'arrivée au pouvoir de Jacob Zuma en 2009. Une journée viles mortes a été annoncée, mais il n'était pas clair dimanche si elle serait organisée. En dépit de l'impasse politique actuelle en Afrique du Sud, le risque d'un éventuel coup d'Etat militaire semble totalement écarté, estiment les analystes, qui relèvent que l'armée sud-africaine n'est pas politisée.

CAMEROUN

Trois gendarmes tués dans l'ouest anglophone

Trois gendarmes ont été tués dimanche à Kembong, dans la région camerounaise anglophone du Sud-Ouest, où l'armée mène des opérations suite à des informations portant sur des "attaques imminentes" de sécessionnistes.

"Nous avons déjà trois gendarmes tués à Kembong. Il y a eu quelques attaques parsemées et maîtrisées. Les auteurs des crimes auraient d'ores et déjà été arrêtés", a déclaré à l'AFP le colonel Didier Badjeck, porte-parole de l'armée camerounaise, joint dimanche depuis Libreville.

A Batibo, dans le nord-ouest anglophone, la voiture du sous-préfet, Namata Diteng, a été retrouvée brûlée dimanche matin, et son propriétaire restait introuvable dimanche après-midi, selon le député de Batibo présent sur place, Joseph Mbah-Ndam.

"On a constaté que la voiture du sous-préfet a été emportée et brûlée par des inconnus dans un endroit isolé. Je ne sais pas s'il a été effectivement enlevé ou alors s'il a pu s'enfuir", a déclaré à l'AFP le député du premier parti d'opposition, le Social démocratique front (SDF) et vice-président de l'Assemblée nationale.

M. Mbah-Ndam a ajouté que le défilé de

la fête de la Jeunesse du 11 février, qui devait être présidé par le sous-préfet, n'a de fait pas eu lieu. "Les gens se sont retirés chez eux par peur d'éventuelles violences, en représailles, de l'armée", a indiqué le député, joint par téléphone depuis Douala.

Vendredi, une note interne du ministère de la Défense camerounaise faisait état de menaces d'"attaques imminentes" de sécessionnistes contre "plusieurs villes" du Cameroun anglophone. Un couvre-feu a été instauré dans les deux régions anglophones.

Sur les réseaux sociaux, la nébuleuse sécessionniste camerounaise menace depuis plusieurs jours de troubler les célébrations du 11 février, date du référendum qui a réuni francophones et anglophones camerounais en 1961 et que Yaoundé a transformé en 1966 en "fête de la Jeunesse".

Les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest regroupent les habitants anglophones, soit 20% de la population camerounaise. Elles sont secouées depuis plus d'un an par une profonde crise socio-politique, qui s'est peu à peu muée en conflit armé de basse intensité.

"Il a été demandé aux éléments de continuer à faire preuve de sang-froid. Toutes les

provocations d'une audace extrême ont été évitées", a encore déclaré M. Badjeck, qui s'était défendu vendredi des accusations d'exactions de forces de sécurité lors d'opérations contre les séparatistes.

L'Union européenne avait jugé "essentiel" jeudi que l'armée fasse un usage proportionné de la force, alors que les témoignages à charge se multiplient dans la presse et sur les réseaux sociaux.

"On espère que l'Union Européenne comptabilise ces assassinats inadmissibles qui, sous d'autres cieux, auraient eu l'effet d'un tremblement de terre", a encore indiqué M. Badjeck.

Le 18 décembre, quatre gendarmes avaient déjà été tués à Kembong. Depuis le début de la crise anglophone, 26 membres des forces de sécurité ont été tués par des séparatistes présumés en régions anglophones, selon un décompte de l'AFP sur la base des déclarations officielles de Yaoundé.

Aucun bilan sur le nombre de morts civils ou de séparatistes n'a pu être établi de source officielle depuis le début de la crise. Près de 33.000 personnes, essentiellement des villageois, se sont réfugiées au Nigeria, fuyant les violences.

NUTELLA

Lancement d'une campagne de publicité sur la "qualité"

Nutella lance dimanche une campagne de publicité sur la "qualité", selon Ferrero, de cette pâte à tartiner qui contient plus de 85% de sucre et de matières grasses, au grand dam de l'Agence nationale de sécurité sanitaire.

"Nous entendons garder une position forte sur le marché français et continuer à développer" Nutella alors que la "marque alimentaire préférée des Français a été très critiquée ces dernières années", expliquait mi-janvier le président directeur général de Ferrero France Jean-Baptiste Santoul, présent sur le site de Villers-Ecalles, près de Rouen, premier site de production au monde de cette gourmandise composée à 56,3% de sucre et à 30,9% de matière grasse. Il présentait alors aux médias cette campagne vantant la traçabilité des ingrédients de Nutella et dont "la première vague" est prévue "tout au long du premier semestre 2018". Loin des récentes images de ruées vers les pots de Nutella bradés, cette offensive intervient dans un contexte de légère baisse sur cinq ans des ventes en magasin de Nutella en France, admet Christophe Bordin, directeur de relations extérieures de Ferrero France, interrogé par l'AFP. Le groupe familial ne communique pas d'autres données que son chiffre d'affaires (10,33 milliards d'euros sur l'exercice 2016 dans le monde, en hausse de 8,2% par rapport à 2015). Mais Michele



Ferrero, le père du Nutella, décédé en 2015 après avoir quitté la présidence du groupe en 2011, était considéré comme l'homme le plus riche d'Italie par le magazine Forbes. Nutella représente un tiers des volumes produits par Ferrero. Avec cette campagne, l'entreprise persiste et signe sur l'huile de palme dont Nutella est composé à 20% environ, selon Ferrero qui en achète 185.000 tonnes par an dans le monde mais "certifiées durables".

'SANS INTÉRÊT NUTRITIONNEL'

Selon l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses) pourtant, l'huile de palme, dont la mention est obligatoire depuis 2014 sur les produits qui en contiennent, est "sans intérêt nutritionnel" et contient des acides gras saturés qui "en excès peuvent favoriser les maladies cardiovasculaires". Sur le mar-

ché, on trouve d'ailleurs désormais des pâtes à tartiner dans lesquelles l'huile de palme a été remplacée par exemple par l'huile de colza aux propriétés nutritionnelles reconnues et peu chère. Mais Ferrero interrogé sur ce point dit soupçonner ces produits concurrents de contenir des acides gras trans, encore plus nocifs que les acides gras saturés palmiques. "Un argument scandaleux. Le problème des acides gras trans est résolu depuis longtemps en Europe occidentale", assure à l'AFP Olivier Andraut de l'UFC Que Choisir.

Au delà, "ce type de produit, c'est une bombe calorique avec, contrairement à la confiture ou au beurre, un intérêt nutritionnel quasi nul. Pour le sucre, c'est une catastrophe.

Il ne se voit pas. Si vous mettiez la même quantité de sucre dans votre café, vous seriez effrayé", résume la professeure Irène Margaritis, cheffe de l'éva-

luation de risques liés à la nutrition de l'Anses. Le Nutella affiche 539 kcal pour 100 grammes (contre 300 kcal environ pour un cheeseburger entier).

Les concurrents sont tout aussi caloriques. A l'heure où "on a un très fort problème avec les gens qui consomment trop de sucre" et "un problème aussi avec les gens qui consomment trop de gras", l'Anses plaide pour "des mesures visant à limiter l'incitation à la consommation de produits sucrés (dont ce produit fait partie)", dont l'excès peut entraîner "surpoids, obésité et maladies qui y sont associées de façon indirecte comme le diabète de type 2, des maladies cardiovasculaires, certains cancers".

"Ce n'est pas la peine d'inciter les gens, de toute façon, ils adorent ça. Il faudrait qu'il y ait des campagnes d'information visant à donner à ces produits la place qui leur revient, occasionnelle", ajoute Mme Margaritis.

VOITURES AUTONOMES

Waymo et Uber signent un accord sur le vol de technologies

Uber et Waymo, filiale d'Alphabet/Google spécialisée dans les technologies pour voitures autonomes, ont trouvé un accord à l'amiable mettant fin à des accusations de vols de brevets émises par le second à l'encontre du premier.

De manière inattendue, les deux entreprises ont annoncé vendredi un compromis pour arrêter un procès qui tenait en haleine depuis le début de la semaine la Silicon Valley et l'industrie l'automobile lancés dans une course pour mettre des voitures autonomes sur les routes avant 2020.

Dans un document succinct transmis à un tribunal de San Francisco (Californie), les deux parties indiquent être parvenues à un accord "confidentiel" et chacune d'elles s'acquittera de ses propres frais juridiques et d'avocats, est-il également mentionné.

Les termes du compromis, qui intervient moins d'une semaine après le début du procès ayant vu Travis Kalanick, le fondateur et ancien patron d'Uber, témoigner à la barre, n'ont pas été dévoilés.

Mais d'après une source proche du dossier, Uber a proposé à Waymo l'équivalent de 244,8 millions de dollars à Waymo en actions, soit 0,34% du capital sur la base d'une valorisation totale de l'entreprise de 72 milliards de dollars.

Le service de réservation de voitures avec chauffeur a également exprimé ses "regrets"

et s'est engagé à n'utiliser que ses propres technologies dans le développement de sa voiture autonome, vue comme le Graal des modes de transport du futur et susceptible de générer des milliards de dollars en revenus.

Dara Khosrowshahi, le nouveau PDG d'Uber qui a pris ses fonctions à la fin de l'été 2017, a rejeté l'idée que des secrets aient été transférés de Waymo à Uber ou que Uber ait utilisé toute information appartenant à Waymo. "Nous prenons des mesures de concert avec Waymo pour s'assurer que nos Lidar et logiciels représentent notre seul travail", a-t-il toutefois expliqué.

"Mon travail en tant que PDG d'Uber est de fixer les grandes lignes pour l'avenir de l'entreprise: innover et croître de façon responsable, tout en reconnaissant et en corrigeant les erreurs du passé", ajoute le nouveau dirigeant.

"Ce faisant, je veux exprimer mon regret pour les actions qui m'ont conduit à écrire cette lettre", a-t-il également réagi.

DES CAPTEURS LASER, NOEUD DE L'AFFAIRE

Waymo accusait Uber de lui avoir volé des technologies clé pour le développement des véhicules autonomes. L'un de ses anciens ingénieurs, Anthony Levandowski, aurait notamment, selon Waymo, dérobé fin 2015 des milliers de documents confidentiels

avant de fonder sa propre startup, Otto, rachetée ensuite par Uber à l'été 2016.

La filiale de Google assure que le groupe et son patron avaient tout manigancé et racheté Otto en sachant que M. Levandowski aurait dans ses valises des secrets technologiques volés. Waymo réclamait quelque deux milliards de dollars à Uber, qui veut s'imposer comme un acteur de premier plan dans la transformation de l'industrie automobile, et la fin de son programme de voitures autonomes. "Nous estimons que cet accord va protéger la propriété intellectuelle de Waymo", a déclaré vendredi une porte-parole. "Nous nous sommes engagés à travailler avec Uber pour s'assurer que chaque entreprise développe ses propres technologies, ce qui signifie qu'aucune information confidentielle appartenant à Waymo ne doit être intégrée dans les logiciels d'Uber", a-t-elle ajouté.

Au centre de la dispute entre les deux géants, les systèmes LIDAR, qui sont des capteurs laser permettant à un véhicule de détecter les voitures alentour, des piétons ou autres obstacles autour de lui. En allant au procès, Waymo semblait avoir pris l'avantage car un juge américain avait ordonné, en mai dernier, à Anthony Levandowski, l'ancien salarié de Waymo au centre de l'affaire, de restituer à son ancien employeur les dossiers confidentiels qu'il aurait emportés en quittant la société.

MICHELIN En 2019, Florent Menegaux succédera à Jean-Dominique Senard

Le fabricant français de pneumatiques Michelin a annoncé vendredi que son patron, Jean-Dominique Senard, qui fêtera bientôt ses 65 ans, serait remplacé en mai 2019 par l'actuel directeur général exécutif du groupe, Florent Menegaux.

"Conformément à ses déclarations récentes, Monsieur Jean-Dominique Senard n'a pas souhaité que soit proposé un renouvellement de son mandat" de président de la Gérance qui s'achèvera après l'assemblée générale 2019, a annoncé le groupe dans un communiqué. "Monsieur Florent Menegaux sera appelé à lui succéder", a précisé l'entreprise.

"L'ensemble des acteurs de la gouvernance de la Société ont souhaité, conformément aux valeurs du groupe Michelin, que soit dès maintenant assurée la continuité de la gérance", a souligné l'entreprise au Bibendum. Michelin, deuxième manufacturier mondial de pneumatiques, est considéré comme un fleuron de l'industrie française. Le groupe compte plus de 100.000 salariés dans le monde pour un chiffre d'affaires de plus de 20 milliards d'euros. Jean-Dominique Senard, qui dirige Michelin depuis 2012, était le premier patron de l'entreprise non issu de la famille fondatrice. Ce diplômé de HEC, marié et père de trois enfants, a intensifié l'internationalisation du groupe, notamment dans les pays émergents comme la Chine, l'Inde ou le Brésil. Confronté à la concurrence de produits fabriqués en Asie, il a oeuvré à la compétitivité des sites français, en obtenant à travers un dialogue social des horaires plus flexibles sur certains sites en échange de promesses d'investissements.

Un temps pressenti pour succéder à Pierre Gattaz à la tête de l'organisation patronale française Medef, il avait finalement dû jeter l'éponge en raison de la limite d'âge pour être candidat, fixée par les statuts du mouvement. Son successeur désigné à la tête de Michelin, Florent Menegaux, qui aura 56 ans à la fin du mois, avait rejoint le groupe en 1997 comme directeur commercial "Pneus Poids Lourd" au Royaume-Uni et République d'Irlande. Après différents postes de direction, il avait été nommé directeur général des opérations en 2014, puis directeur général exécutif du groupe en 2017. Après des études en gestion, finance, et sciences économiques, M. Menegaux a démarré sa carrière en 1986 comme consultant chez Price Waterhouse. Il a ensuite évolué dans le management de groupes de logistique, d'abord pour Exel Logistics France à partir de 1991, puis au sein du groupe Norbert Dentressangle. Comme M. Senard, il n'a pas de liens familiaux avec la famille Michelin, fondatrice du groupe.

MAROC

SUR
L'EXPLOITATION DU
GAZ
**La Mauritanie
et le Sénégal
signent un
accord**

La Mauritanie et le Sénégal ont signé vendredi un accord de coopération pour l'exploitation d'un important champ gazier offshore, a constaté un correspondant de l'AFP. Dakar et Nouakchott se sont en revanche donné jusqu'à fin mars pour régler leur différend pour le partage des ressources halieutiques, cause de tensions après la mort récente d'un pêcheur sénégalais.

L'accord de coopération intergouvernemental (ACI) portant sur l'exploitation du champ gazier "Grand Tortue-Ahmeyim" (GTA), à cheval sur la frontière maritime entre les deux pays, a été signé le second jour d'une visite à Nouakchott du président sénégalais Macky Sall.

Son contenu n'a pas été rendu public. Mais il inclut le "développement de l'exploitation et le partage des ressources, ainsi que les conditions de règlement des litiges", a indiqué une source du ministère mauritanien du Pétrole, de l'Énergie et des Mines. "L'accord est avantageux pour les deux pays", a-t-elle ajouté. Mis au jour en 2016, ce gisement de gaz naturel est "le plus important en Afrique de l'Ouest", avec des réserves estimées à "450 milliards de m³", avait à l'époque indiqué le gouvernement sénégalais. Macky Sall et son homologue mauritanien, Mohamed Ould Abdel Aziz, ont abordé la question des "conditions d'exploitation des ressources halieutiques", deux semaines après la mort d'un jeune pêcheur de Saint-Louis (nord du Sénégal), tué par des garde-côtes alors qu'il se trouvait illégalement dans les eaux mauritaniennes à bord d'une pirogue, selon un communiqué conjoint.

Aucun accord n'a été annoncé mais les deux présidents ont "donné des instructions" aux ministres responsables "afin de prendre toutes les mesures nécessaires au renforcement de la coopération dans ce domaine, en vue de la signature d'un protocole d'accord entre les deux pays d'ici fin mars 2018", selon la même source.

Un précédent accord de pêche qui liait Dakar à Nouakchott n'a pas été renouvelé depuis janvier 2016 en raison du refus de la partie sénégalaise d'observer l'obligation de débarquement des prises en Mauritanie, prévue par une nouvelle réglementation mauritanienne.

MM. Sall et Aziz, qui ont exprimé leurs "vifs regrets" après la mort du pêcheur et le saccage de commerces mauritaniens à Saint-Louis, ont "appelé au respect des lois et règlements régissant l'accès aux ressources halieutiques, gage d'une exploitation rationnelle et d'une préservation durable".

Le chômage des jeunes une question à "prendre très au sérieux"

Une "bombe à retardement" et une question à "prendre très au sérieux": au Maroc, le chômage touche plus de quatre jeunes urbains sur dix, une problématique au centre des préoccupations sociales qui nourrit frustration et mécontentement populaire. Sept ans après le Mouvement du 20 février, version marocaine du Printemps arabe, l'avenir de la jeunesse est plus que jamais d'actualité dans le royaume, agité ces derniers mois par des mouvements de protestation menés le plus souvent par des jeunes au chômage.

Selon les données du Haut-commissariat au plan (HCP) publiées au cours de la semaine écoulée, le Maroc a enregistré à fin 2017 un taux de chômage de 10,2% contre 9,9% une année auparavant. Surtout, celui-ci touche principalement les jeunes âgés de 15 à 24 ans (26,5%), avec un taux qui culmine à 42,8% en milieu urbain.

Ce chômage des jeunes "n'est pas un phénomène récent, mais il a tendance à devenir structurel avec la déperdition scolaire et la faible diversification du tissu productif national", explique à l'AFP Ahmed Lahlimi, le Haut-commissaire au plan.

"La précarité de l'offre d'em-

ploi n'encourage pas l'investissement des ménages dans l'enseignement de leurs enfants. Cela participe à la déperdition scolaire", ajoute-t-il.

'A LA RUE!'

Le fléau est aussi lié à "la transition démographique" de ce pays de près de 35 millions d'habitants, qui tend "à recomposer la pyramide des âges (...), avec de plus en plus de jeunes arrivant sur le marché du travail", souligne l'économiste Larbi Jaidi. L'économie marocaine, bien que portée par une croissance de 4% en 2017 contre 1,2% l'année précédente, "n'a pas créé suffisamment d'emplois par rapport au nombre de jeunes arrivés sur le marché du travail", poursuit M. Jaidi. Selon les données du HCP, les diplômés sont, par ailleurs, davantage exposés que les personnes n'ayant suivi aucune formation. Au tournant de la décennie, les gouvernements ont tenté d'apaiser les tensions sociales avec la promesse d'embauches dans la fonction publique. Et, dans les rues de la capitale Rabat, entre bâtiments administratifs et immeubles Art-déco, les "diplômés chômeurs" continuent, des années plus tard, à réclamer leur "droit" à intégrer cette fonction publique, gage de

sécurité de l'emploi.

Diplômés mais souvent peu qualifiés, ils pâtissent des défaillances du système éducatif et de son inadéquation avec le marché du travail.

"Tu fais des études, après tu te retrouves à la rue!", se lamente Achraf, 25 ans, titulaire d'une licence en gestion. "C'est la faute du gouvernement!", accuse ce diplômé sans emploi qui dit manifester depuis deux ans "sans résultat".

Le chômage touche aussi de plein fouet les femmes, avec un taux de 14,7% contre 8,8% chez les hommes. Un écart qui s'explique en partie par la tendance des parents à "favoriser les garçons au détriment des filles", sans compter les discriminations en termes de salaires, décrypte M. Lahlimi.

'SYSTÈME D'

La presse locale tire régulièrement la sonnette d'alarme sur le chômage des jeunes, qualifié de "bombe à retardement" qui nourrit "mécontentement et frustration".

Le roi Mohammed VI a lui-même reconnu dans un discours en octobre que les progrès enregistrés ne profitent pas aux "jeunes, qui représentent plus d'un tiers de la population". "Parmi

eux, nombreux sont ceux qui souffrent de l'exclusion, du chômage", a-t-il dit.

Le mois dernier, le Fonds monétaire international (FMI) a de son côté appelé les autorités du royaume à "réduire les niveaux toujours élevés de chômage, notamment chez les jeunes". Une question à prendre "très au sérieux", a prévenu la Banque mondiale.

En fine, les demandeurs d'emploi, diplômés ou pas, découragés par d'interminables recherches infructueuses, optent souvent pour le "système D".

"La seule possibilité d'insertion en partie par la tendance des parents à s'insérer, c'est le marché de l'informel, avec une très grande précarité en termes d'emploi et de revenu, ainsi qu'une absence de protection sociale", soutient M. Jaidi.

C'est le cas de Mehdi, 28 ans, qui distribue dans le vieux Rabat des prospectus deux demi-journées par semaine, pour une cinquantaine d'euros par mois, tout en déposant ici et là son CV.

"Je n'ai pas de contrat de travail, pas de couverture médicale", souffle ce jeune Marocain qui a suivi une formation en cuisine il y a quelques années, mais qui n'a jamais trouvé d'emploi dans "son domaine".

Comment expliquer les multiples mouvements de protestation au Royaume ?

Les mouvements de protestation sociale se sont multipliés ces derniers mois dans des régions marocaines déshéritées. Face au sentiment d'abandon des habitants de ce Maroc longtemps qualifié d'"inutile", la recherche d'un "nouveau modèle de développement" est devenu le leitmotiv des pouvoirs publics. En attendant sa concrétisation, et pour tenter de répondre à la colère persistante de la population de Jerada, une ancienne ville minière de l'extrême nord-est, le chef du gouvernement Saad-Eddine El Othmani s'est rendu dans la région samedi, annonçant une série de mesures. Cela n'a pas empêché la tenue d'une nouvelle manifestation pacifique dès le lendemain.

QUELS SONT CES MOUVEMENTS?

En octobre 2016, la mort d'un vendeur de poisson à Al-Hoceïma, dans la région du Rif (nord), broyé dans une benne à ordures en tentant de s'opposer à la saisie de sa marchandise --de l'espadon interdit à la pêche--, a provoqué une onde de choc avec des mois de manifestations, des vagues d'arrestations et des sanctions au sommet de l'Etat. Au départ, les manifestants exigeaient justice et vérité sur la mort du "martyr Mouhcine Fikri". Peu à peu, le mouvement s'est étendu à des revendications sociales et économiques, la région du Rif, historiquement frondeuse, s'estimant marginalisée et victime de sous-développement. Incarné par une figure médiatique, Nasser Zefzafi, le "Hirak" --nom donné au mouvement-- a peu à peu été confronté à un durcissement des autorités avec des centaines de personnes arrêtées, dont M. Zefzafi. A 900 km de là, la ville de Zagora, dans le sud désertique, a pour sa part connu en octobre 2017 des "manifestations de la soif" contre des coupures d'eau récurrentes. Sinistrée depuis la fermeture d'une importante mine à la fin des années 1990, la ville de Jerada (nord-est) a à son tour vécu au rythme de manifestations pacifiques à la

suite de la mort, fin décembre, de deux mineurs dans un puits clandestin d'extraction de charbon.

Brandissant des nuées de drapeaux marocains, les manifestants continuent à ce jour de dénoncer l'"abandon" de leur ville et de réclamer une "alternative économique" à ces "mines de la mort" clandestines, dans lesquelles des centaines de mineurs risquent leur vie.

SONT-ILS INÉDITS?

"Le Maroc a connu ces dix dernières des contestations similaires dans d'autres villes marginalisées", rappelle à l'AFP le politologue Mohamed Darif. En 2007, des manifestations contre la hausse des prix des produits alimentaires de base ont secoué Sefrou (centre). Entre 2005 et 2009, Sidi Ifni (sud) et Bouarfa (est) furent le siège de mouvements populaires contre le sous-développement. Sur fond de malaise social, Taza (centre) a connu des manifestations similaires en 2012.

Les mouvements actuels et ceux des années 2000 tranchent toutefois avec les violentes émeutes des années 1980.

"La protestation sociale est passée du phénomène de l'émeute, marquée par une violence meurtrière de la part des habitants et de l'Etat (...) aux manifestations, sit-in, marches qui se caractérisent par leurs actions collectives pacifiques", dit à l'AFP le sociologue Abderrahmane Rachik, auteur d'un ouvrage de référence sur les mouvements sociaux.

Il estime que les jeunes diplômés chômeurs et les organisations syndicales ont "joué un rôle majeur" pour transformer le mode de contestation. L'attitude de l'Etat à l'égard de ces mouvements a également évolué. Même dans la crise du Rif, les autorités, tout en durcissant leur action, ont tenté de répondre en lançant --ou relançant-- une série de projets de développement.

Pour apaiser les tensions à Jerada, elles ont opté jusqu'ici pour un "dialogue ouvert", et des mesures censées répondre aux reven-

dications ont donc été annoncées samedi.

QUELLES SONT LES CAUSES PROFONDES?

Les protestations "ont toutes lieu dans des petites villes touchées par la marginalisation, la précarité et un déficit d'infrastructures", note M. Darif.

Dans un essai paru en 2010, les universitaires Karine Bennafla et Montserrat Emperor résument les mobilisations des années 2000: "elles exposent le sentiment d'abandon d'habitants vivant dans des espaces-marges, zones montagnardes enclavées ou bourgs des confins, qui dessinent un Maroc qualifié d'"inutile" lors du Protectorat", loin du dynamisme de l'axe Atlantique Tanger-Rabat-Casablanca.

Cette lecture reste valable tant le royaume reste marqué par de criantes inégalités sociales et territoriales, sur fond de chômage élevé parmi les jeunes. En octobre, un rapport soulignait la persistance d'une grande pauvreté dans les zones enclavées.

Si elle était auparavant "vécue comme +naturelle+, le processus d'ouverture du système politique autoritaire, la prise de parole (...), l'espoir d'un éventuel changement, sont les premiers ingrédients qui nourrissent le mécontentement collectif", analyse M. Rachik.

La recherche d'un nouveau modèle de développement est devenu le leitmotiv des responsables depuis que le roi Mohammed VI a affirmé que l'actuel était "inapte à satisfaire les demandes pressantes (...) des citoyens" et à "réduire les écarts territoriaux".

"Le modèle de développement économique qui ne marche pas est le fruit du modèle politique", signale néanmoins M. Darif. Pour ce politologue, "la révision du modèle économique doit passer par de nouveaux choix politiques, dont une démocratisation des institutions et un élargissement du champ des libertés."

GRANDE-BRETAGNE Le gouvernement va préciser sa "vision" sur le Brexit

Le gouvernement britannique, qui apparaît confus et divisé sur le Brexit, va clarifier sa "vision" dans une série de discours prononcés ces prochaines semaines par la Première ministre et des poids lourds du gouvernement, a indiqué dimanche une source à Downing Street.

"Le Brexit est un moment déterminant dans l'histoire de notre nation. Nous allons forger un nouveau partenariat ambitieux avec l'Europe et tracerons notre propre voie dans le monde", a indiqué cette source gouvernementale à l'AFP. "A mesure que nous avançons sur le chemin menant à cet avenir, nous allons donner plus de détails afin que les gens puissent voir comment cette nouvelle relation profitera aux gens dans toutes les parties du pays." "Je crois que ce que le public veut, c'est une vision, ils veulent quelque chose de concret et c'est ce qu'ils vont avoir", a de son côté déclaré à la BBC dimanche matin Penny Mordaunt, secrétaire d'Etat chargée du Développement international et membre du Cabinet de la Première ministre. Cette série de discours doit débiter mercredi avec le ministre des Affaires étrangères Boris Johnson, fervent défenseur du Brexit, qui n'a pas hésité à défier Theresa May sur ce sujet mais plaidera cette fois le ralliement des pro et anti Brexit.

Lors de la conférence sur la sécurité de Munich, samedi, la Première ministre détaillera le partenariat qu'elle souhaite avec l'UE en matière de sécurité. Puis ce sera le tour du ministre chargé du Brexit, David Davis, et du ministre du Commerce international, Liam Fox, deux "Brexiters", de s'exprimer, le premier sur les entreprises et le second sur les nouveaux accords commerciaux qui seront noués par le Royaume-Uni, a précisé la source gouvernementale. L'europhile David Lidington, secrétaire d'Etat auprès du cabinet de la Première ministre, évoquera pour sa part la décentralisation. Après une journée de travail avec les poids lourds de son gouvernement en première ligne sur le Brexit, à Chequers, sa résidence de campagne officielle, Theresa May clôturera cette série d'interventions par un important discours sur les ambitions du gouvernement concernant la relation future entre le Royaume-Uni et l'UE. Il n'est pas prévu que le ministre des Finances, Philip Hammond, partisan d'un maintien de liens forts avec l'UE après le Brexit, s'exprime. "Cela ne signifie pas qu'il n'exprime pas ses opinions, au sein du Cabinet comme à l'extérieur", a commenté dimanche le ministre de la Justice David Gauke sur ITV, niant tout "complot" pour bâillonner certains membres du gouvernement. L'annonce de cette série de discours intervient alors que la période de transition, que souhaite le gouvernement britannique après la sortie de l'UE prévue le 29 mars 2019, continue de déchirer le Parti conservateur britannique. Des députés favorables au Brexit craignent notamment que le Royaume-Uni, qui continuera à respecter les règles européennes pendant cette période sans avoir son mot à dire, ne devienne un "Etat vassal" de l'Union. Certains pro-Brexit craignent en outre que Mme May ne revienne sur son engagement de quitter l'union douanière.

Pour le négociateur en chef de l'UE Michel Barnier, la période de transition "n'est pas acquise", en raison de "désaccords substantiels" entre le Royaume-Uni et l'UE.

K.A.

"WORLD GOVERNMENT SUMMIT" À DUBAÏ

La France courtise les investisseurs en vantant sa "transformation"

Le Premier ministre français Edouard Philippe a vanté dimanche à Dubaï la "grande transformation" à l'œuvre selon lui en France, poursuivant l'offensive du président Emmanuel Macron pour convaincre la scène économique internationale d'y investir davantage.



Après l'offensive du président français devant des chefs d'entreprises du monde entier à Versailles puis Davos (Suisse) le mois dernier, le chef du gouvernement a lancé un message aux investisseurs du Moyen-Orient en ouverture du "World Government Summit", un "Davos du Golfe" organisé à Dubaï. "La France vit une grande transformation" qui vise à "réparer le pays" et "préparer l'avenir", a dit M. Philippe devant un millier de personnes. Il leur a décrit un pays qui, avec Emmanuel Macron, a fait "le choix d'écarter une génération" pour "passer à la suite" avec "le plus jeune président de la République (...) jamais élu". Ultérieurement, le Premier ministre français a supervisé la signature d'un accord entre Airbus et la compagnie aérienne Emirates finalisant l'achat de 20 A380, un bol d'oxygène pour l'avionneur européen dont le gros-porteur était menacé. "C'est évidemment une excellente nouvelle", a-t-il déclaré avant de repartir pour Paris.

RENCONTRE AVEC MONDI

Venu aux Emirats pour tenter de convaincre la riche fédé-

ration pétrolière d'investir davantage en France, le Premier ministre a assuré ses interlocuteurs du "cadre favorable à l'investissement et aux entreprises" et du caractère "inéductible et irréversible" de la baisse de la fiscalité des entreprises. Commencé en anglais puis prononcé en français, le discours --aux nombreuses références parfois pointues à l'Histoire de France-- a été accueilli par des applaudissements polis. Lors de sa présidence, François Hollande avait déjà lancé en 2014 une offensive pour tenter de tuer le "French bashing" qui décrivait la France comme l'homme malade de l'Europe. Mais, selon M. Philippe, l'élection d'un jeune président au détriment de la candidate d'extrême droite Marine Le Pen, tout comme l'embellie économique des derniers mois ont "commencé à changer le regard" sur le pays. Dimanche après-midi, Edouard Philippe s'est par ailleurs entretenu avec son homologue indien Narendra Modi, présent aux Emirats. Les deux hommes ont évoqué "des questions de

sécurité, de défense et de production d'énergie", ainsi que "les perspectives de coopération économique", notamment "dans les domaines qui seront au cœur" de la visite d'Emmanuel Macron à New Delhi début mars.

'DU TRAVAIL'

Samedi, pour le premier jour de sa visite aux Emirats, Edouard Philippe avait rencontré successivement les dirigeants des deux grands fonds souverains émiratis puis le prince héritier d'Abou Dhabi, cheikh Mohammed ben Zayed Al-Nahyane.

"Ce que j'ai senti, c'est leur intérêt soutenu" quant "aux perspectives qui s'offrent en France", a estimé M. Philippe, même si aucun nouvel accord ou contrat précis n'a été évoqué. Paris veut attirer davantage de pétrodollars alors que les fonds souverains émiratis dont la jauge dépasse les 800 milliards de dollars (environ 652 milliards d'euros), ne comptent que trois milliards d'investissements en France. "Il faut faire en sorte que notre pays soit plus attractif (...), et

il y a du travail", a reconnu M. Philippe dans un discours devant la communauté française, sur le navire militaire "Tonnerre" amarré dans le port de Dubaï. Avec 35.000 Français aux Emirats, dont 25.000 à Dubaï, la riche fédération accueille une des plus importantes communautés expatriées françaises au monde. Devenu le carrefour du Moyen-Orient, les Emirats sont aussi un partenaire stratégique majeur pour la France, avec trois bases militaires.

Samedi, Edouard Philippe s'est rendu sur une d'elles, d'où décolent des avions de combat Rafale pour frapper l'organisation Etat islamique (EI) en Syrie et en Irak.

Alors qu'une coupe dans le budget des armées avait entraîné la première crise du début du quinquennat Macron, avec l'éviction du chef d'état-major Pierre de Villiers, il a souligné la hausse des moyens militaires prévue dans la nouvelle loi de programmation militaire, avec près de 200 milliards d'euros mobilisés entre 2019 et 2023.

Mustapha S.

ZONE EURO

L'Allemagne veut cesser de faire la leçon budgétaire aux Européens

L'Allemagne doit cesser de donner des leçons budgétaires aux autres pays européens, assure le futur ministre des Finances dans une interview publiée samedi. Le social-démocrate Olaf Scholz (SPD), qui devrait être le prochain occupant au ministère des finances dans le gouvernement d'Angela Merkel, estime que l'Allemagne "ne doit pas dicter aux autres Etats européens comment ils devraient se développer", dans un entretien accordé à l'hebdomadaire Der Spiegel. "Des erreurs ont certainement été commises dans le passé", ajoute-t-il, une allusion claire à la position très rigoriste adoptée dans le passé par le conservateur Wolfgang Schäuble, gardien de l'orthodoxie budgétaire dans son pays et en Europe.

Wolfgang Schäuble n'hésitait pas à réprimander les pays du Sud de l'Europe pour leurs écarts sur les déficits publics. Il est aussi resté pour de nombreux pays européens comme celui qui tenta d'exclure la Grèce de la zone euro au pire de la crise de la dette. Le ministère des Finances était depuis huit ans la chasse gardée du parti

chrétien-démocrate (CDU) d'Angela Merkel, qui a dû abandonner ce portefeuille-clé aux sociaux-démocrates pour arracher un accord de coalition cette semaine avec le SPD et rester au pouvoir.

Cet accord, où la signature social-démocrate est nettement palpable, apporte un soutien prudent aux idées de réformes pro-européennes lancées par le président français Emmanuel Macron.

Des moyens budgétaires spécifiques pourraient être mis en œuvre comme "point de départ d'un futur budget d'investissement dans la zone euro", indique ce document.

M. Scholz assure aussi que l'Allemagne participera "de manière significative" pour combler les milliards d'euros qui vont manquer au budget européen des suites du Brexit.

La décision de confier le portefeuille des finances au SPD a fait fortement grincer les dents au sein du parti de la chancelière allemande, où l'on craint de voir un ministre des Finances aux mains du SPD lâcher la bride sur le contrôle de la dette.

M. Scholz assure toutefois que son parti

va rester attaché à l'équilibre budgétaire de l'Etat fédéral. "Les sociaux-démocrates veulent des finances solides", a déclaré celui qui est à ce jour le maire de Hambourg.

L'accord de coalition prévoit une manne de 46 milliards d'euros pour des investissements dans l'économie et le social, mais l'Allemagne pourrait être encouragée à dépenser plus compte tenu de sa santé économique et sous la pression de ses partenaires européens.

Le budget global de l'Etat fédéral va représenter quelque 1.400 milliards d'euros de dépenses au cours des quatre prochaines années, rappelle M. Scholz. La marge de manœuvre pour dépenser plus "va dépendre d'une croissance supplémentaire et des recettes fiscales qui en découlent", a-t-il dit.

L'accord de coalition stipule également que les partis partenaires au gouvernement s'entendent sur "l'objectif d'un budget équilibré sans nouvelle dette et en conformité avec les exigences de la Constitution".

Kamel A.

RECONSTRUCTION DE L'IRAK

Appels à financer le chantier titanesque

Une conférence internationale s'est ouverte lundi à Koweït avec des appels à financer le chantier titanesque de la reconstruction de l'Irak, meurtri par trois années d'occupation jihadiste.

Pendant trois jours, des centaines de responsables politiques, d'ONG et de représentants du secteur privé sont attendus à cette conférence, au cours de laquelle les responsables irakiens espèrent collecter des milliards de dollars d'aide.

Ravagé depuis les années 1980 par les guerres à répétition et un long embargo, notamment après l'invasion du Koweït en 1990, l'Irak a annoncé il y a deux mois la "fin" d'une nouvelle guerre, cette fois contre les jihadistes du groupe Etat islamique (EI), qui s'étaient emparés d'un tiers du pays à partir de 2014, menaçant son existence même.

Mais la reconstruction du pays, deuxième producteur de pétrole de l'Opep, sera longue et coûtera 100 milliards de dollars, avait estimé le Premier ministre Haider al-Abadi au Forum économique mondial de Davos fin janvier. Lundi matin, lors d'une réunion d'experts de haut niveau, des responsables ont confirmé que le pays avait besoin d'investissements colossaux pour rétablir les services de base dans plusieurs provinces. "Nous avons lancé des programmes de reconstruction (...) mais ce que nous avons accompli est inférieur à 1% de ce dont l'Irak a besoin", a déclaré Mustafa al-Hiti, président du fonds de reconstruction pour les zones touchées par les combats contre l'EI. "Plus de 138.000 maisons sont endommagées, dont la moitié sont complètement détruites",



a-t-il souligné, ajoutant que plus de 2,5 millions d'Irakiens étaient toujours déplacés.

Lundi, la conférence devait donner la parole aux experts et aux ONG, notamment autour de la situation humanitaire du pays. Le deuxième jour sera dédié au secteur privé et le troisième (mercredi) à l'annonce par les Etats participants du montant de leurs contributions financières.

Selon le vice-ministre koweïtien des Affaires étrangères, Khaled al-Jarallah, plus de 2.000 entreprises et hommes d'affaires sont attendus à cette conférence.

22 MILLIARDS DE DOLLARS NÉCESSAIRES DE FAÇON URGENTE

à l'ouverture de la conférence, le ministre irakien de la Planification, Salmane al-Joumeili, a déclaré "nous estimons que les besoins totaux de reconstruction en Irak s'élèvent à 88,2 milliards de dollars (71,9 milliards d'euros)".

Ces fonds "serviront d'abord à réhabiliter les personnes déplacées et reconstruire les services publics", a-t-il ensuite précisé à l'AFP.

Selon Qusai Abdelfattah, directeur général au sein du

ministère de la Planification, 22 milliards de dollars de ces fonds sont nécessaires de façon urgente, et le reste à moyen terme.

RETOUR DES DÉPLACÉS

Outre les destructions matérielles, l'Irak fait face à une grave crise humanitaire, avec 2,5 millions de déplacés. La conférence de Koweït doit ainsi permettre de financer leur retour "volontaire", estime le Haut Commissariat de l'ONU pour les Réfugiés (HCR).

"Si les combats à grande échelle sont terminés (...), les stigmates demeurent dans tout le pays: les villes ont été durement endommagées, les communautés ont été disséminées et une génération d'enfants risque d'être perdue", a rappelé Bruno Geddo, représentant de cette organisation en Irak.

L'Unicef et ONU-Habitat ont pour leur part appelé à des investissements urgents pour restaurer les infrastructures et les services de base à destination des familles irakiennes.

"La violence (...) a détruit la vie de millions de personnes, laissant un enfant sur quatre dans la pauvreté", ont-elles insisté,

alors que la moitié des écoles ont besoin de réparations et que plus de 3 millions d'enfants ont vu leur éducation interrompue.

Dès lundi, des ONG - en majorité koweïtiennes - ont annoncé une levée de fonds pour soutenir les opérations humanitaires de plus de 330 millions de dollars, dont 130 du Comité international de la Croix-Rouge.

Mardi, la conférence fera une large place au secteur privé, tandis que le troisième jour sera consacré à l'annonce par les Etats participants du montant de leurs contributions financières.

Avant de rejoindre Koweït, le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian est arrivé lundi à Bagdad pour assurer les responsables irakiens du "soutien de la France".

"Nous serons toujours au rendez-vous. Nous l'avons été dans la participation à la coalition (internationale antijihadistes), nous le serons aussi dans la phase de reconstruction", a affirmé le chef de la diplomatie française, qui participera mardi à une réunion de cette coalition à Koweït, en présence de son homologue américain Rex Tillerson.

Nawel Z.

PARLEMENTS ARABES Appel à la mutualisation des efforts contre le terrorisme

Les présidents des Assemblées nationales et Parlements arabes ont adopté au terme de leur 3ème Congrès au Caire un texte relatif à la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme qui appelle à une mutualisation des efforts des pays de la région pour lutter contre ce phénomène sous toutes ses formes et extirper ses racines.

Le texte adopté plaide également pour la prise de mesures communes afin d'enrayer et d'assécher les sources de financement des terroristes ou destinées à leurs opérations, soulignant l'impératif de tout mettre en œuvre pour juguler totalement l'approvisionnement en matériel et équipements militaires des groupes extrémistes.

Les travaux du 3ème Congrès du parlement arabe et des présidents des assemblées et parlements arabes se sont déroulés sous le thème, "Ensemble contre le terrorisme", et avec la participation du président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Saïd Bouhadja.

Les présidents des Assemblées nationales et Parlements arabes ont, en outre, estimé nécessaire de promouvoir un Islam qui prône la tolérance et le dialogue constructif entre les différentes religions et cultures, ainsi que la consécration de ces valeurs chez les individus et dans les sociétés arabes.

Ils ont condamné fermement le terrorisme sous toutes ses formes et expressions "quel qu'en soit l'auteur et quels que soient ses motifs". Les congressistes ont appelé également à la mise en place de Centres qui dispensent des méthodes de lutte contre la pensée extrémiste, de consolidation de la culture de modération, de tolérance et de cohabitation et à combattre le fanatisme et ceux qui en font l'apologie.

D'autre part, il a été recommandé au Secrétaire général de la Ligue des Etats arabes de créer un Conseil arabe de coordination entre les Centres de lutte contre l'extrémisme, estimant qu'une base de données doit être conçue en vue de faciliter la collaboration et l'échange d'expériences.

Pour les présidents des Assemblées et Parlements arabes, il convient aussi d'adapter les législations nationales aux conventions arabes communes en matière de lutte anti-terrorisme et de criminalisation de l'extrémisme.

Concernant les développements relatifs au statut de la ville sainte d'El-Qods et aux territoires palestiniens occupés, ils ont fait part de leur rejet "ferme" et "catégorique" de la décision du président américain, Donald Trump, dénonçant les incidences de cette décision aux antipodes des résolutions pertinentes des Nations unies et de la légalité internationale.

R.I.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE EN AZERBAÏDJAN

Boycott de l'opposition

Les principaux chefs de l'opposition en Azerbaïdjan ont annoncé lundi leur intention de boycotter l'élection présidentielle anticipée du 11 avril, dénonçant le manque de transparence du scrutin et les pressions dont ils font l'objet.

"Le parti du Front populaire et le Conseil national de l'opposition ont pris la décision de boycotter l'élection présidentielle anticipée", a indiqué à l'AFP le président du Front populaire, Ali Kerimli.

"Les conditions pour une élection démocratique et compétitive ne sont pas réunies et il n'y a pas de presse indépendante", a-t-il poursuivi, affirmant que les "partis d'opposition sont obligés de fonctionner de manière semi-clandestine" dans ce pays du Caucase riche en hydrocarbures.

L'opposition organisera également des manifestations de protestation contre le scrutin

en mars, a ajouté l'opposant.

Isa Gambar, le président du parti Müsavat (Egalité), a aussi indiqué à l'AFP que son parti "refuse de participer à l'élection car les autorités vont en truquer les résultats".

Le Mouvement d'opposition "Alternative républicaine" (Real), dont le président Ilgar Mammadov est en prison depuis 2013, a également indiqué dans un communiqué son intention de boycotter le vote.

Le président azerbaïdjanais Ilham Aliiev, candidat pour un quatrième mandat, a annoncé début février convoquer une élection présidentielle anticipée pour le 11 avril, sans en expliquer la raison.

Selon Ali Kerimli, cette décision vise à "raccourcir la campagne" pour "freiner les efforts de l'opposition visant à limiter le truage du vote".

Ilham Aliiev est arrivé au pouvoir en 2003

après la mort de son père Heïdar, un ancien officier du KGB et dirigeant communiste qui avait gouverné le pays presque sans interruption de 1969 à 2003. Il a été réélu en 2008 et en 2013 dans des élections dénoncées comme truquées par l'opposition.

En 2009, Ilham Aliiev a changé la constitution du pays pour pouvoir être candidat à un nombre illimité de mandats.

En 2016, plusieurs changements constitutionnels ont étendu le mandat présidentiel à sept ans et renforcé la mainmise de la famille Aliiev sur le pays en ouvrant notamment la voie au fils d'Ilham Aliiev, Haïdar, 19 ans, pour prendre la succession de son père. Ilham Aliiev a également nommé sa femme Mehriban Aliieva première vice-présidente après ces changements approuvés par référendum.

I.A.

APRÈS
LES JO-2018 :
**Le président
du CIO
Thomas
Bach se
rendra en
Corée du
Nord**

Le président du Comité international olympique, Thomas Bach, se rendra en Corée du Nord après les Jeux olympiques qui se tiennent à Pyeongchang en Corée du Sud, à une date qui reste à fixer, a indiqué lundi à l'AFP un porte-parole du CIO.

Cette visite en Corée du Nord "était prévue" dans l'accord signé le 20 janvier entre le CIO et les deux Corées et qui a entériné la participation de sportifs nord-coréens aux JO de Pyeongchang (9-25 février), a ajouté le porte-parole.

"Il n'y a pas de date encore prévue", a précisé ce porte-parole.

Qualifiés de Jeux "historiques" par Thomas Bach, les JO de Pyeongchang sont placés sous le signe de la paix et du rapprochement entre les deux Corées. A l'issue de longues négociations débutées dans la péninsule et validées par un sommet olympique, le Nord, qui avait boycotté les JO d'été de 1988 à Séoul, a cette fois envoyé 22 sportifs et une délégation de hauts responsables à la cérémonie d'ouverture.

Cette délégation officielle était emmenée par Kim Yong Nam, officiellement le chef de l'Etat et à ce titre le plus haut responsable nord-coréen ayant jamais foulé le sol sud-coréen.

La vedette de la délégation était toutefois Kim Yo Jong, la sœur du numéro un Kim Jong Un, également présente à la cérémonie d'ouverture.

Samedi, lors d'une rencontre avec le président sud-coréen Moon Jae-in, elle a formellement transmis à ce dernier une invitation à venir à Pyongyang, au Nord de la part du leader nord-coréen.

Autre symbole de ce rapprochement qui intervient après une année de fortes tensions dans la péninsule liées au programme balistique et nucléaire nord-coréen, une équipe unifiée coréenne participe au tournoi féminin de hockey sur glace des JO.

PRÉTEXTE DE DOPAGE:

Le CIO élimine la Russie, et "si ça avait été les USA"?

Après les résultats peu brillants de ses athlètes aux JO de Londres, de Sochi et de Rio de Janeiro, le Canada aurait choisi pour cible la Russie, prenant la tête de la campagne de lutte contre le dopage, affirmant les hackers Fancy Bears. Sputnik a interrogé Anthony Moretti, de l'Université Robert Morris, sur l'éventualité d'un "complot" canadien. Quant à la campagne visant à discréditer les sportifs russes, dont il s'agit notamment dans le rapport intitulé "Le Canada utilise tous les moyens possibles et impossibles pour remonter sur le podium" et rédigé par les Fancy Bears, il n'est pas sûr que ce soit le Canada qui l'ait dirigée, a estimé Anthony Moretti dans un entretien accordé à Sputnik. "Je ne suis pas persuadé que ce soit justement le Canada qui ait conduit tous ces efforts, mais je pense effectivement que le Comité international olympique (CIO) s'efforce de trouver le moyen de faire en sorte que les JO soient au



maximum "propres". [...] Le problème, toutefois, est qu'il n'y a pas de moyen efficace et convaincant de le faire. Comme résultat, certains pays sont choisis comme cibles", a poursuivi l'interlocuteur de l'agence. Et d'ajouter que le problème était aussi que la science serait toujours légèrement en avance sur les tests de dopage, et que le Canada serait accusé de complot parce que c'est le

Canadien Richard McLaren qui avait rédigé les rapports bien connus sur le sport russe. "Le CIO ne veut pas du tout être considéré comme une organisation politique, mais il l'est en réalité. Le CIO n'est pas évidemment un parti politique, mais, bon gré mal gré, il a pris des décisions politiques qui avantagent certains pays, tout en en désavantageant d'autres", a déclaré M. Moretti expliquant les motifs

pour lesquels le CIO avait écarté certains sportifs russes des JO de Pyeongchang. Il a toutefois indiqué qu'il n'était pour le moins pas raisonnable de prendre une telle décision à peine quelques heures avant le début des JO.

"Je me demande et si ça avait été les États-Unis, la Chine, l'Allemagne, la Norvège ou n'importe quel autre pays [que la Russie, ndlr], qu'aurait fait le CIO? [...] Je pense que la responsabilité du CIO doit être transparente au maximum", a souligné l'interlocuteur de Sputnik.

Selon un rapport des hackers Fancy Bears, à la demande du gouvernement canadien, un programme baptisé "Remonter sur le podium" aurait été mis au point après les JO de Vancouver, lorsque les sportifs canadiens avaient commencé à perdre des points face aux Russes. Pour remédier à la situation, il avait été décidé d'éliminer l'équipe russe sous prétexte de dopage.

D'ABORD LA RUSSIE, ET MAINTENANT L'IRAN:

Comment le CIO piège la Corée du Sud

Il s'avère que le petit scandale diplomatique entre l'Iran et la Corée du Sud, provoqué par le refus d'offrir aux athlètes iraniens des portables Samsung Galaxy Note 8, n'a été déclenché ni par Samsung, ni par le Comité d'organisation des Jeux olympiques de Pyeongchang (POCOG), mais par la politique du Comité international olympique (CIO). Bien que la Corée du Sud accueille les Jeux Olympiques d'hiver de 2018 sur son territoire, le pays se voit obligé de suivre les instructions du CIO, qui a en l'occurrence le dernier mot.

Un sportif iranien, naturalisé sud-coréen et qui a préféré garder son anonymat, a affirmé à Sputnik que Samsung "avait fourni des Galaxy Note 8 à tous les participants des JO, y compris aux athlètes iraniens". A l'en croire, ce sont les autorités sud-coréennes qui ne les ont pas distribués aux sportifs iraniens.

D'ailleurs, ses propos ont partiellement été confirmés par la société, qui a de son côté tenu à souligner que la décision de ne pas distribuer les portables aux Iraniens n'avait pas

été prise en Corée du Sud.

"La distribution des portables est une prérogative du CIO. Le Comité d'organisation ne jouit pas de ce droit. Et Samsung non plus", a indiqué à Sputnik un représentant du Comité d'organisation. Au demeurant, le ministre iranien des Affaires étrangères a déjà déposé une note de protestation à l'égard de son homologue sud-coréen et a menacé de sanctions la société Samsung, présente sur le marché iranien, dans le cas où celle-ci ne présenterait pas ses excuses.

Face aux pressions exercées par la Corée du Sud, il semblerait que le CIO ait décidé d'assouplir sa position et a déclaré que tous les sportifs devraient obtenir les portables en question. Le président du POCOG a envoyé samedi une lettre d'excuses au responsable du Comité olympique iranien. Un responsable du géant coréen de l'électronique avait ensuite contacté l'ambassadeur iranien en Corée du Sud pour s'excuser, mais malgré ce geste, les athlètes de la République islamique ont refusé vendredi d'aller chercher les smartphones

olympiques.

Dans son communiqué de samedi, le POCOG assure que Samsung "n'a pas été impliqué dans le processus de prise de décision lié à la distribution des smartphones".

Ces derniers temps, de plus en plus d'hommes politiques appellent à réformer le CIO. La récente déclaration du président du Comité international olympique (CIO) Thomas Bach qui a jugé nécessaire de réformer le Tribunal arbitral du sport (TAS) montre qu'il est déjà temps de réformer le CIO, a déclaré dimanche le député Mikhaïl Degtiarev, président du comité de la Douma (chambre basse du parlement russe) pour le sport.

La chambre ad hoc du TAS (Tribunal arbitral du Sport) a rejeté ce vendredi, à quelques heures de la cérémonie d'ouverture des JO, l'appel des 47 Russes qui souhaitaient recevoir une invitation du CIO aux Jeux olympiques de Pyeongchang. Parmi eux figurait notamment la star russe du short-track Viktor Ahn, sextuple champion olympique et d'origine sud-coréenne.

SUR L'APPEL REJETÉ DES SPORTIFS RUSSES :

Le recordman du monde de natation Antoine Galavtine s'exprime

"Si la nationalité d'un sportif ne plaît pas au CIO, le sportif peut être exclu"... Le recordman du monde de natation Antoine Galavtine a révélé à Sputnik, comment il avait perçu la décision du TAS qui, à quelques heures de la cérémonie d'ouverture, a rejeté l'appel des 47 Russes souhaitant recevoir une invitation du CIO aux JO 2018. Antoine Galavtine, champion d'Europe et recordman du monde au titre du relais 4x50 NL lors des championnats d'Europe en petit bassin à Rijeka en 2008, détenteur actuel du record de France du 100 m 4 nages en 52.72, a commenté pour Sputnik la récente décision du Tribunal arbitral du sport (TAS) de rejeter l'appel des athlètes russes non invités aux Jeux olympiques de Pyeongchang. Pour l'ancien sportif de haut niveau, cette décision est "surprenante".

"Pénaliser les tricheurs est nécessaire. Mais refuser l'accès aux Jeux olympiques aux athlètes ayant un passé sportif irréprochable est à mon avis discriminatoire. Cela veut dire que si la nationalité d'un sportif ne plaît pas au

CIO, le sportif peut être exclu. Et ce qui est encore plus alarmant c'est qu'il ne pourra même pas être protégé par le TAS qui, on a l'impression aujourd'hui, n'a plus son mot à dire", a déclaré l'ancien sportif de haut niveau Antoine Galavtine. Bien malheureusement dans le sport, il y a eu, il y a, et il y aura des tentatives d'améliorer des performances de manière frauduleuse. Aucun pays n'est à l'abri. C'est un challenge perpétuel pour les agences antidopage du monde entier qui doivent être de plus en plus efficaces, coordonnées et indulgentes avec ceux qui trichent. Mais avec la dernière décision du TAS, on assiste clairement à une décision quasi politique, une tentative d'éliminer tous les potentiels de médailles russe aux Jeux Olympiques, a estimé M. Galavtine. Se rendant compte de la douleur éprouvée par les sportifs russes qui n'ont pas la possibilité d'aller aux Jeux olympiques, ces derniers représentants "le Graal dans une carrière sportive", Antoine souhaite du courage aux sportifs qui ont passé des années à travailler pour rien: "C'est une déci-

sion très dure et très difficile à avaler pour tous les sportifs "propres", n'ayant aucun antécédent de dopage, qui luttent eux même quotidiennement contre le dopage à travers leur professionnalisme et leur implication maximale dans leurs disciplines respectives. Ce sont des années d'entraînements, de discipline exemplaire qui sont du jour au lendemain anéanties injustement". Et d'ajouter: "On ne peut qu'espérer que dans les années à venir des choses seront faites pour mettre à jour les véritables raisons de toutes ces décisions prises par les différentes instances, cela afin de ne pas pénaliser le sport russe en général. Car avec cette histoire, aujourd'hui aucun sportif n'est protégé. Nulle part dans le monde". La chambre ad hoc du TAS a rejeté ce vendredi, à quelques heures de la cérémonie d'ouverture des JO, l'appel des 47 Russes qui souhaitaient recevoir une invitation du CIO aux Jeux olympiques de Pyeongchang. Parmi eux figurait notamment la star russe du short-track Viktor Ahn, sextuple champion olympique et d'origine sud-coréenne.

AVEC UN RECORD MONDIAL

La patineuse russe Medvedeva remporte le programme court

Les JO 2018 qui se déroulent actuellement à Pyeongchang ont connu un nouveau record mondial grâce à Evgenia Medvedeva. Lors de la compétition de patinage artistique par équipes, la Russe sous bannière olympique a établi un nouveau record du monde, remportant le programme court dames avec un score de 81.06.



Canadienne Kaetlyn Osmond a pris la troisième place.

Répondant après son programme court aux questions des journalistes, la sportive russe a paré la question d'un journaliste occidental qui voulait savoir si elle était fière de la reconnais-

sance du CIO qui lui avait permis de se produire aux JO 2018.

"Je suis fière de ma Patrie, de ma famille, de mes proches. Mais moi personnellement, je ne peux pas être fière de moi-même", a déclaré Evgenia Medvedeva. Au classement

général, le Canada domine la compétition avec 35 points devant les athlètes olympiques de Russie (31 pts) et des États-Unis (29 pts). La compétition se termine lundi avec les trois derniers programmes libres (messieurs, dames et danse).

... La Russie remporte une deuxième médaille

Les sportifs russes ont remporté l'argent lors de l'épreuve de patinage artistique par équipes aux Jeux de Pyeongchang, faisant gagner une deuxième médaille à la Russie.

L'épreuve par équipes de patinage artistique s'est achevée lundi à Gangneung par le programme libre des couples de

danseurs. Les Russes Ekaterina Bobrova et Dmitri Soloviev ont reçu 110,43 points, ce qui leur a permis de se classer troisièmes. L'or a été remporté par les Canadiens Tessa Virtue et Scott Moir (118,10) qui ont devancé les Américains Maia et Alex Shibutani.

À l'issue du tournoi, la formation russe a totalisé 66 points et a

gagné la deuxième place, juste derrière les Canadiens (73 points). Les Américains ont obtenu la médaille de bronze, avec 62 points.

Les patineurs russes ont gagné une deuxième médaille pour la Russie aux Jeux olympiques, la première étant le bronze de Semion Elistratov en finale du 1.500m en short-track.

"JE RETENAI À PEINE MES LARMES":

L'émouvant témoignage du premier Russe médaillé aux JO

Semen Elistratov a remporté le bronze en short-track lors de l'épreuve du 1.500 m, la première médaille pour la délégation russe sous la bannière olympique.

C'est une médaille de bronze, mais qui vaut du platine. Le patineur de vitesse Semen Elistratov a terminé troisième sa course en short-track lors de l'épreuve du 1.500 m, samedi, sur la patinoire de Gangneung.

"Je retenais à peine mes larmes lors de la remise des médailles, celle-ci est pour moi très lourde, obtenue après bien des épreuves. Il y a eu beaucoup de hauts et beaucoup de bas, et nombreux étaient ceux qui disaient "Où vas-tu, Semen, quels Jeux?" Mais je l'ai fait, j'ai montré que j'en étais capable", raconte-t-il.

"Je n'ai pas cédé là où cédaient les autres. J'en suis très fier. Vu à quel point mon parcours était difficile, je dirai que cette médaille n'est pas de bronze, même pas d'or, mais de platine", a confié Elistratov aux journalistes.

Le sportif a également profité de cette occasion pour s'adresser aux sportifs russes suspendus:

"Je consacre cette médaille à tous ceux qui ont été suspendus de façon aussi lâche et ignoble des JO. Tenez-bon et luttez", a-t-il lancé.

FRANCE :

Perrine Laffont remporte l'or

Perrine Laffont a apporté sa première médaille à la délégation française des Jeux olympiques de Pyeongchang, en Corée du Sud. Elle a remporté l'or dans l'épreuve du ski de bosses.

Première médaille des JO de Pyeongchang (Corée du Sud) pour la France, et en or, s'il vous plaît ! Perrine

Laffont est championne olympique à seulement 19 ans après une finale tout en contrôle. La jeune Ariégeoise est émue aux larmes : "J'en ai rêvé tellement de fois de ce podium, de cette victoire... Et puis je l'ai fait et ça a été l'une des courses les plus dures que j'ai faites. Je suis fière d'apporter cette médaille à la France", déclare-t-elle en bas de la

piste.

LE BONHEUR APRÈS LA DÉCEPTION DE SOTCHI

Sa mère, qui l'a réveillée toutes les nuits pour qu'elle regarde les Jeux de Turin en 2006, est plus que fière de sa fille. "À Sotchi (Russie), elle pleurait avec ses larmes d'enfants en disant

qu'elle reviendrait quatre ans plus tard pour décrocher l'or. Quel destin !", s'est-elle enthousiasmée. 26 ans après Edgar Grosperon, champion olympique à Albertville (Savoie), la France s'est trouvée sa championne des bosses : Perrine Laffont est entrée dans l'Histoire.

... Anaïs Bescond décroche la 2^e médaille française

Auteur d'une remontée impressionnante, la Française a décroché la médaille de bronze lors d'une poursuite remportée de main de maître par Laura Dahlmeier. La résurrection de Marie Dorin-Habert n'aura pas résisté à la poursuite. Partie en 4^e position après son excellent sprint samedi dernier, la Française avait confié qu'elle restait "fragile" et "sans certitudes" quant à sa capacité à confirmer lors de l'épreuve programmée ce lundi. Las, elle n'aura guère tardé à avoir raison puisque dès le premier tir couché, elle expédiait deux munitions en dehors des cibles et

disait définitivement adieu à ses espoirs de podium. Mais l'échec de Dorin-Habert ne scellait pas le destin de l'équipe de France lors de cette poursuite. En effet, si Anaïs Chevalier disparaissait également au premier tir couché avec trois fautes, les Bleues avaient encore deux belles cartouches dans la carabine avec Justine Braisaz et Anaïs Bescond. Notamment cette dernière qui opérait un retour impressionnant...

TIR PARFAIT

Partie 19^e à l'11^e de Laura Dahlmeier, victorieuse du sprint, Bescond réalisait deux sans faute

sur l'exercice couché qui la relançait totalement dans la course au podium puisqu'à mi-course, elle pointait à la... 3^e place, à une vingtaine de secondes du tandem Dahlmeier-Kuzmina qui dominait alors la course malgré une faute au tir chacune. Restait pour la vice-championne du monde 2016 de l'individuel à bien gérer les tirs debout, sans doute son point faible. Et comme un mauvais présage, elle ratait sa première balle. Avant de parfaitement se reprendre et de blanchir les quatre cibles suivantes. Néanmoins, le tour de pénalité qu'elle devait effectuer l'éjectait du podium.

Mais quatrième, tout espoir n'était pas perdu, d'autant plus que devant elle, à dix secondes, se trouvait la Tchèque Veronika Vitkova, moins rapide sur les skis.

Pour la victoire et une seconde médaille d'or dans ces Jeux, Dahlmeier, elle, avait fait la différence sur le premier tir debout où elle avait pris son temps afin de réaliser un sans-faute, là où Kuzmina ratait par deux fois la cible. Et comme dans un rêve, l'Allemande terminait sur un nouveau 5 sur 5 pour mettre fin au suspense et signer le premier doublé sprint-poursuite. Derrière, Kuzmina com-

mettait une nouvelle faute et se retrouvait alors sous la menace de... Bescond. Les nerfs solides, la Française décochait un 5 sur 5 synonyme de formidable podium, elle qui était partie de si loin. Malheureusement, au sprint, pour deux petits dixièmes, la Slovaque conservait l'argent. Mais son 19 sur 20 au tir et son excellente performance en ski ont finalement rendu l'impossible possible avec cette belle médaille de bronze. Le biathlon français score enfin, avant la poursuite hommes lors de laquelle Martin Fourcade aura à cœur aussi d'effectuer une "remontada".

15

LE NUMÉRO un chinois de la vente en ligne Alibaba a annoncé prendre une participation de 15% dans Beijing Easyhome Furnishing, l'une des plus grandes chaînes d'ameublement du pays, un investissement estimé à 5,45 milliards de yuans (700 millions d'euros).

CRASH DE L'AN-148 EN RUSSIE :

Pas d'explosion en vol, selon le Comité d'enquête

Le Comité d'enquête de Russie a établi que l'avion de ligne Antonov An-148, qui s'était écrasé dimanche en banlieue de Moscou, avait explosé au moment de son crash, et pas pendant le vol.

L'avion Antonov An-148 avec 71 personnes à son bord, qui a chuté dimanche dans la région de Moscou, a explosé après avoir percuté le sol, a annoncé lundi la porte-parole du Comité d'enquête de Russie Svetlana Petrenko.

"Au moment de sa chute, l'appareil conservait son intégrité, et l'explosion s'est produite après le crash", a fait savoir la porte-parole aux journalistes. Selon elle, pour le moment, seul l'enregistreur paramétrique de l'avion a été retrouvé sur les lieux de la catastrophe, alors que les recherches de l'enregistreur de voix se poursuivent toujours.

L'état des débris et les traces laissées au sol témoignent que l'avion de ligne An-148 avec 71 personnes à bord a percuté la terre ferme avec les réservoirs pleins de carburant.

Après une analyse plus poussée des traces du crash, l'An-148 s'est disloqué lors du contact avec le sol, et non pas dans les airs. L'état des débris et les traces au sol permettent de conclure qu'au moment de la collision avec la terre ferme, les réservoirs de l'avion étaient pleins et ont probablement explosé, selon les enquêteurs. "En plus du Comité d'enquête, les recherches seront menées conjointement par le Comité interétatique de l'aviation, habilité à mener les enquêtes de ce type. Pour l'heure, l'essentiel est de concentrer



l'attention sur le travail avec les proches. Malheureusement, nombre d'entre eux se trouvent dans la région d'Orenbourg. Un avion du ministère des Situations d'urgence emmènera sur place des psychologues, des criminologues et des médecins qui effectueront des prélèvements indispensables pour les expertises génétiques", a communiqué le ministre russe des Transports, Maxime Sokolov. À l'heure actuelle, les enquêteurs travaillent sur les lieux du crash. Le Comité d'enquête vérifie trois versions de l'accident: conditions météorologiques, facteur humain et état technique de l'avion.

Un avion de ligne russe An-148 s'est écrasé dimanche peu après avoir décollé d'un aéroport de Moscou. Le vol reliait la capitale russe à Orsk, dans l'Oural, l'appareil appartenait à la compagnie russe Saratov. Les services d'urgence ont été dépêchés sur les lieux. L'Antonov An-148, un biréacteur, avait embarqué 65 passagers et six membres d'équipage.

Toutes les personnes se trouvant à bord de l'avion ont perdu la vie dans le crash, a annoncé le service de presse du Parquet des transports interrégional.

PLUS DE 200 FRAGMENTS DE CADAVRES RETROUVÉS

Plus de 200 fragments de corps des victimes du crash de l'avion An-148 avec 71 personnes à bord ont été retrouvés sur le site de l'accident, rapporte le ministère russe des Situations d'urgence.

Plus de 200 fragments de cadavres ont été retrouvés sur le site du crash de l'avion de ligne An-148 dans le district de Ramensky, dans la région de Moscou, a annoncé Sergueï Potytkin, chef du ministère russe des Situations d'urgence de la région de Moscou.

"Actuellement, plus de 200 fragments de corps ont été retrouvés. Les recherches continuent, y compris depuis les airs. Le comité d'enquête survole la zone afin d'élargir le secteur de recherche", a-t-il déclaré à la télévision russe.

Un appareil de la compagnie Saratov, reliant Moscou à la ville d'Orsk (région d'Orenbourg), a disparu des écrans radar quelques minutes après son décollage de l'aéroport de Moscou-Domodédovo. Tout lien avec l'équipage a également été perdu, d'après l'Agence fédérale russe du transport aérien (Rosaviatsia). Ensuite, le ministère

russe des Situations d'urgence a confirmé que l'avion avec 71 personnes à bord s'était écrasé dans la région de Ramenskoïe, près du village de Stepanovskoïe. Personne n'a survécu à l'accident. Une enquête pour violation des règles de sécurité lors des vols a été ouverte. Pour le moment, l'enquête n'écarte aucune version des causes du drame.

BOÎTE NOIRE RETROUVÉE

Le deuxième enregistreur des paramètres de vol a été retrouvé sur le lieu du crash de l'avion de ligne An-148 avec 71 personnes à bord qui s'est écrasé dimanche peu après avoir décollé de l'aéroport Domodedovo à Moscou.

La deuxième boîte noire de l'avion russe An-148 avec 71 personnes à bord qui s'est écrasé dimanche a été retrouvée sur le site du crash dans la région de Moscou, a annoncé à Sputnik un représentant du quartier général opérationnel.

La première boîte noire a été retrouvée sur le site du crash de l'avion An-148, a déclaré le chef de la direction générale du ministère russe des Situations d'urgence en charge des régions autour de Moscou.

Des spécialistes ont découvert une boîte noire sur le site du crash de l'avion An-148, catastrophe qui a eu lieu ce dimanche, a annoncé lors d'une réunion le chef de la direction générale du ministère russe des Situations d'urgence en charge des régions autour de Moscou, Sergueï Potytkin.

LE MONDE REND HOMMAGE AUX VICTIMES

Le décès de 71 personnes dans le crash de l'An-148 a endeuillé plusieurs centaines de parents et proches des victimes. Les paroles de soutien semblent être le seul moyen capable d'adoucir cette douleur. Les officiels du monde entier expriment leurs condoléances suite à cette catastrophe. Après l'événement tragique, le crash de l'avion russe An-148 dans la région de Moscou, qui a emporté dimanche 11 février, les vies de 71 personnes, des officiels de différents pays expriment leurs

condoléances aux familles et proches des victimes.

La diplomatie française et la représentation de l'Union européenne ont été parmi les premiers à adresser leurs condoléances:

Le ministre belge des Affaires étrangères et européennes, Didier Reynders, les a rejoints dans un message sur son compte Twitter.

Pour sa part, le Premier ministre espagnol, Mariano Rajoy, a écrit sur son compte Twitter: "L'Espagne est solidaire des familles [des victimes, ndr] et du peuple russe dans cette terrible tragédie".

Les officiels de la Lettonie, dont le maire de la capitale lettone Riga, Nils Usakovs, et le ministre letton des Affaires étrangères, ont aussi adressé leurs condoléances aux Russes. "Une catastrophe horrible près de Moscou... Mes condoléances les plus profondes aux parents et proches des victimes!", indique le message de Nils Usakovs sur Facebook. La Suède et la Norvège ne sont pas non plus restées de marbre. Le ministre suédois des Affaires étrangères, Margot Wallström, et le ministre norvégien des Affaires étrangères ont rejoint de nombreux hommes politiques qui ont été touchés par cet événement mortel dans la région de Moscou.

"Des nouvelles tragiques de Moscou. Nos pensées vont aux victimes du crash d'aujourd'hui et nous offrons nos condoléances sincères à leurs familles et amis", indique le message publié sur le Twitter du porte-parole du gouvernement autrichien Peter Launsky-Tieffenthal. "En Arménie, nous sommes choqués par cette tragédie. Nous exprimons notre profonde sympathie et partageons le deuil de tous les gens qui ont perdu des parents, proches et amis. De sincères condoléances au nom de tout le peuple arménien et de ma part", indique un télégramme officiel du Président arménien.

Ses homologues géorgien et moldave, ainsi que des officiels et des habitants de plusieurs régions russes ont aussi adressé leurs paroles de soutien aux proches des victimes.

Kamel A.

Post scriptum

Par B. Chellati

Retrouvant sa voie dans la maîtrise de la crise financière actuelle imposée par la dégringolade du baril de pétrole depuis plus de trois années, l'Algérie répond avec superbe à cet imprévu et à reconstruire totalement sa politique économique en fouinant dans ses propres potentialités et à mieux négocier les saintes lois du marché, à s'ouvrir largement au partenariat public-privé et aux IDE (Investissement direct étranger), bref à réactualiser ses mécanismes relatifs à l'économie de marché pour bâtir une économie de façon plus indépendante, plus diversifiée, mieux adaptée aux besoins et plus juste pour la société. En effet, l'économie de marché n'est équitable que si elle est soumise aux exigences de la justice sociale, un nouvel ordre économique, financier, et démocratique. Et il faut se convaincre, la solidarité et l'unité d'action sont les conditions sine qua non du succès et pour cela, il faut que naisse une nouvelle volonté politico-économique (quelles que soient les différences en fait d'idéologie et de philosophie politique) afin que le pays se donne les moyens indispensables mais aussi pour la préservation et la consolidation de la cohésion sociale. En un mot pour rompre avec

Un concours impérieux, au plus haut crédit

le statu quo actuel dans l'organisation des relations socio-politiques. Les réserves de change sont au plus bas niveau mais l'économie algérienne est donnée en exemple pour s'être nourrie de ses propres ressources suite au remboursement anticipé de la dette extérieure. Cette sortie de l'Algérie des griffes du FMI et de la Banque mondiale et des autres institutions financières internationales, lui a permis de faire sa propre croissance et de faire face avec sûreté et prudence aux énormes échecs socio-économiques, pour que le socle, donné en exemple, présente des atouts et des opportunités fiables, afin d'éviter d'être ébranlé par la récession mondiale, secoué et fragile.

Dans cet esprit, le ton est élevé pour insister sur l'effort collectif qui devrait se développer, sur l'implication indispensable du secteur public, du secteur privé et sur ce qu'il convenait d'adopter comme développement et amélioration économique.

Un concours impérieux, au plus haut crédit. Ce concours à souhait ne peut que favoriser toute solution à terme et plongerait l'activité économique dans une mobilité récréative dans la voie de la croissance et de la sécurité alimentaire, tout en assurant cet esprit, devant

conduire à un alignement obligé à cette économie, à sa volonté contemporaine de se transformer en forme de puissance, aussi diversifiée dans ses causes que dans ses effets sur les populations.

Ce redressement de l'édifice économique, c'est, d'une certaine manière de cette grande possibilité de tout le monde à faire face à la mondialisation que pourra naître une véritable intelligence en la matière, capable de s'exprimer et une voie commune pour s'affirmer. Aux commandes de cette "cassure" avec les vieux styles et modèles de développement et de croissance, la priorité du moment fait dans de nouvelles approches de la problématique d'une véritable renaissance économique génératrice de croissance et d'amélioration du niveau de vie des citoyens.

Une démarche volontariste, légitime et féconde, sur le contenu, la nature des perspectives devant servir de fondements à la durabilité du développement économique et social du pays intégrant plus de volume, quantitative et qualitative dans leurs liaisons contextuelles avec les nouvelles exigences du pays et des habitants. Aussi, s'agit-il en somme d'une démarche qui devra correspondre aux problèmes cruciaux, à beaucoup de défis urgents, et

inductivement, de pousser l'approche et la réflexion au plus profond, en vue d'arriver à dénicher au quotidien les obstacles et les blocages au développement économique et à l'investissement. C'est dans cette voie, combien, il est fait appel aux forces de l'économie d'être en mesure de mettre de l'ordre dans leurs plans, elles qui ont la responsabilité de veiller au sort de l'économie nationale.

Il faudra bien un moment pour ces mêmes forces de passer à la vitesse supérieure, pour apporter de réelles réponses aux problèmes sociaux et économiques du pays, du développement de la croissance, de l'investissement ainsi qu'aux questions liées au mouvement erratique des prix des matières premières et autres produits de large consommation. C'est-à-dire toute une politique qui doit nécessairement comporter des solutions aux différents problèmes qui existent ou qui peuvent surgir et aller de pair avec le processus de développement du pays. Une politique qui doit également refléter la réalité sociale et répondre aux besoins de la société et à ses exigences du moment. Encore faudra-t-il réunir les facteurs d'homogénéité, d'adéquation et de complémentarité.

B. C.